

68e anniversaire du déclenchement de la Révolution

LE PRÉSIDENT APPELLE À LA MOBILISATION DE TOUS

Page 5

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7431 – MERCREDI 2 NOVEMBRE 2022
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

OUVERTURE DU SOMMET DE LA LIGUE ARABE D'ALGER

TEBBOUNE PLAIDE POUR LA CRÉATION D'UN BLOC ÉCONOMIQUE

Le 31e Sommet de la Ligue arabe s'est ouvert officiellement hier au Centre internationale des conférences à Alger, avec la réunion des chef d'Etats. Lors de son discours d'ouverture, le président de la République Abdelmadjid Tebboune a plaidé pour la création d'un bloc économique arabe, permettant le développement de la région et de répondre aux besoins des peuples arabes, tout en insistant que le Sommet d'Alger « se tient dans un contexte régional et international marqué par une montée des tensions et des crises, notamment dans le monde arabe qui n'a pas connu dans son histoire moderne une époque aussi difficile ».

Pages 2,3,4 et 5

● *Lamamra : «Le sommet d'Alger consacrera l'action arabe commune»* ● *Poutine appelle au respect de la souveraineté des Etats arabes* ● *Un sommet et des particularités* ● *La sécurité alimentaire en ligne de mire* ● *Le sommet vu par les étudiants algériens*



sehrej/I_JI

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

OUVERTURE DU SOMMET DE LA LIGUE ARABE D'ALGER

Tebboune plaide pour la création d'un bloc économique

Le 31e Sommet de la Ligue arabe s'est ouvert officiellement hier au Centre internationale des conférences à Alger, avec la réunion des chef d'Etats. Lors de son discours d'ouverture, le président de la République Abdelmadjid Tebboune a plaidé pour la création d'un bloc économique arabe, permettant le développement de la région et de répondre aux besoins des peuples arabes, tout en insistant que le Sommet d'Alger « se tient dans un contexte régional et international marqué par une montée des tensions et des crises, notamment dans le monde arabe qui n'a pas connu dans son histoire moderne une époque aussi difficile ».



Compte tenu des énormes capacités naturelles, humaines et financières de région arabe qui la qualifient à être un acteur incontournable dans le monde en tant que puissance économique, a indiqué M. Tebboune, assurant que « nous n'acceptons pas que notre rôle économique se limite à subir les conséquences, et nous devons restaurer la confiance en nous-mêmes pour être influents sur la scène mondiale et l'économie internationale.

« Les réserves de trésorerie de nos pays arabes sont équivalentes au revenu des réserves de l'Europe ou des grands groupes économiques asiatiques ou américains », a précisé le président Tebboune, appelant à construire un bloc économique arabe imprenable qui préserve les intérêts communs tout en fixant des priorités et en se concentrant sur les domaines d'action commune qui ont un impact positif rapide et tangible sur les peuples arabes.

S'agissant de la question palestinienne, Tebboune a affirmé qu'elle « demeure la question centrale au cœur de nos préoccupations et au premier rang de nos priorités », tout en mettant en garde contre la poursuite des violations commises par les forces d'occupation afin de construire et d'étendre leurs colonies de peuplement illégales, de leurs meurtres d'innocents et de leur invasion répétée des villes et villages palestiniens. Il a notamment tirer la sonnette d'alarme concernant le « terrible silence mondial », à la lumière de l'incapacité du Conseil de sécurité et des Nations Unies à imposer une solution à deux États qui bénéficie d'un consensus international, « nous devons redoubler d'efforts collectifs pour mobiliser davantage de soutien politique et matériel afin de permettre au peuple palestinien de résister aux crimes généralisés et systématiques dont il est victime ». M. Tebboune a appelé notamment à la création d'un « Comité arabe de communication et de coordination pour soutenir la cause palestinienne », soulignant la volonté de l'Algérie de transmettre cette demande « capitale » aux Nations Unies pour exiger la convocation d'une Assemblée générale extraordinaire pour accorder à l'État de Palestine la pleine adhésion. Cette exigence, comme l'a souligné le président Tebboune, vient « comme une continuation de notre devoir arabe envers la cause palestinienne, le cœur battant de la nation arabe ».

Par ailleurs, le président de la République a appelé également à la nécessité d'accélérer la mise en œuvre de réformes radicales profondes et globales du système d'action arabe commune.

« Le défi de la réforme est devenu plus urgent et plus urgent d'une manière qui nécessite une approche sérieuse à relever, en toute responsabilité et crédibilité, basée sur la conscience de chacun des réalités de la réalité arabe actuelle», a-t-il dit, ajoutant qu'il « est devenu nécessaire d'accélérer la mise en œuvre de réformes radicales profondes et globales du système d'action arabe commune afin que la Ligue puisse jouer son rôle d'outil clé pour une action arabe commune pour relever les défis et se tenir au courant des développements dans le monde aux niveaux régional et international. »

Le président Tebboune a exhorté les chefs d'Etat à « diriger les efforts vers le citoyen arabe, qui reste le but et le moyen de toute coopération collective en l'impliquant en tant qu'acteur et contributeur efficace à la formulation d'une action arabe commune ». Il a notamment fait savoir qu'il attend « avec une grande confiance » les « résultats positifs et fructueux » qui culmineront dans les discussions qui seront observées lors de ce sommet, en particulier dans le cadre de la session consultative, afin de renouveler l'esprit de consensus collectif et de cristalliser des solutions pratiques et de prendre les décisions nécessaires pour relever les défis imposés à notre nation dans divers domaines sécuritaire, politique, économique et de développement.

La Ligue arabe, qui regroupe vingt-deux pays, s'était réunie pour la dernière fois à un tel niveau en mars 2019 à Tunis, avant la pandémie de Covid-19. Depuis, plusieurs membres de ce bloc, qui a historiquement placé le soutien à la cause palestinienne et la condamnation d'Israël en tête de son agenda, ont opéré un rapprochement spectaculaire avec l'Etat hébreu. Les Emirats arabes unis ont ainsi normalisé leurs relations avec Israël en 2020 dans le cadre d'une série d'accords, dits d'Abraham, négociés par Washington. Bahreïn, le Maroc et le Soudan leur ont emboîté le pas. Alger a parrainé à la mi-octobre un accord de réconciliation entre factions palestiniennes.

Mohamed Mecelti

Un sommet et des particularités

LES TRAVAUX de la 31e session du Sommet arabe, qui se déroule sous le signe de l'« unification des rangs arabes », ont débuté hier au Centre international des Conférences (CIC), à Alger. Un sommet qui coïncide avec la célébration par le peuple algérien du 68e anniversaire du déclenchement de la glorieuse révolution du 1er novembre 1954. Tout un symbole qui a suscité chez les observateurs un intérêt particulier, mettant en exergue ce parallèle, dans le sens où le succès de cette Révolution avait pour socle l'unification des partis et de toutes les composantes du peuple algérien, et ce depuis son déclenchement en 1954.

Justement, ce sommet, qui se fixe pour objectif de parvenir à un consensus sur plusieurs dossiers et défis auxquels est confrontée la nation arabe, ambitionne d'impulser une nouvelle dynamique à l'action arabe commune.

Parmi les particularités de ce rendez-vous historique, cette convergence totale et franche sur le dossier palestinien. Un dossier qui occupe une place centrale à l'ordre du jour de cette session et dont l'une des bases a été la Déclaration d'Alger, laquelle a scellé une réunification de toutes les factions palestiniennes. Grâce à l'implication directe de la diplomatie algérienne, l'accord entre Palestiniens prévoit des élections générales dans une année et la mise en place d'un gouvernement d'union nationale, ainsi que l'élaboration d'une feuille de route politique consensuelle qui prenne en charge les préoccupations essentielles du peuple palestinien et ses revendications légitimes.

Les Palestiniens fondent de grands espoirs sur ce sommet, qui pourrait devenir un tournant décisif dans leur lutte pour un Etat souverain et libre sur la base des résolutions onusiennes et des frontières d'avant juin 1967 et avec El-Qods comme capitale.

Il convient de souligner que la cause palestinienne traverse l'une de ses étapes les plus difficiles ; une phase marquée par un processus politique à l'arrêt depuis de longues années et un occupant sioniste qui persiste dans sa politique du fait accompli et qui impose, à travers sa doctrine d'annexion, un climat de terreur aux civils palestiniens.

Dans ce contexte, les observateurs ont encore mis en évidence non seulement l'adhésion des Palestiniens à l'initiative de réconciliation lancée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, mais aussi celle des pays arabes à cette démarche, qui ouvre la voie à l'unité nationale palestinienne.

D'ailleurs, le SG de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, a fait état de son vœu de voir ce sommet amorcer « un tournant décisif pour la relance de l'action arabe commune et le renforcement de ses performances », qualifiant de « critique » la phase que traverse la cause palestinienne et pointant du doigt les pratiques de l'occupant sioniste qui continue à « jouer avec le feu en poursuivant sa politique de violence et de répression à l'encontre des Palestiniens dans les Territoires occupés. »Autre particularité de ce rendez-vous d'Alger, les convergences sur des dossiers sensibles comme celui de la Libye.

Ce pays est victime d'ingérences et d'immixtions dans ses affaires internes, ce qui l'empêchent de retrouver sa stabilité politique et institutionnelle, alors que l'Accord d'Alger signé par les parties libyennes offre toutes les raisons pour parvenir à la paix interne.

La situation géopolitique internationale et ses répercussions économiques ont également pesé sur le Sommet d'Alger. C'est cette autre particularité qui a incité les pays arabes à mettre sur la table une panoplie de mesures et d'actions. 24 clauses ont été soumises pour examen et adoption aux chefs d'Etat. Parmi celles-ci, on citera celles qui mettent l'accent sur le défi de la sécurité alimentaire, la coopération économique et commerciale, le développement de la Zone arabe de libre-échange et les accords douaniers.

Mohamed Kouini

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D' EL M'GHAIER

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

N° D'identification Fiscal 422024000057252

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE
Concours National D'architecture restreint N° 04/2022

Conformément à l'article 72 du décret présidentiel n°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public , La direction des équipements publics de la wilaya d'El-M'ghaier annonce l'attribution provisoire **Etude et suivi pour la réalisation d'un lycée type 600/200R a hay takddin , commune de djamaa**
Objet d'Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales **N°:04/2022.**

Projet		BUREAU D'études	N° D'identification Fiscal	Montant de l'offre	Note Technique	Critère de choix
Etude et suivi pour la réalisation d'un lycée type 600/200R a hay takddin , commune de djamaa	Partie fixe (étude) tranche ferme	* Groupement (SOCIETE AL MEEMARE – Melouka kamal)	-520990004233928 - 175390102477182	13.524.000.00 DA	91.05	Offre Le mieux disant
	Partie variable- (tranche conditionnelle)			15.778.000.00 DA		

Conformément a article 82 présidentiel n°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Tout soumissionnaire contestant le choix opéré peut introduire un recours dans un délai de dix jours à compter de la première parution du présent avis auprès de la commission des marchés de la wilaya d'El-M'ghaier conformément aux articles 82 présidentiel n°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
les soumissionnaires non retenus et ceux d'entre eux qui sont intéresses seront invites de se rapprocher de la direction des équipement publics du plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marche à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

Le Jeune Indépendant **du 02/11/2022 / ANEP 2230002051**

WILAYA :ILLIZI
DAIRA : BORDJ OMAR IDRISSE
COMMUNE : BORDJ OMAR IDRISSE
N°IF : 098433045066421

AVIS DE RECTIFICATIF D'UN AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

- Vu PV de la commission des marchés du : 19.09.2022
- Vu PV d'évaluation et d'analyses des offres en date du :02.10.2022

Suite à l'avis d'attribution provisoire paru dans les journaux:الجديد en arabe du date : 05/09/2022,et le jeune independan en français du date : 05/09/2022.

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de Bordj Omar Idrisse informe l'ensemble des soumissionnaires participé de la avis d'appel d'offre Ouvert N° 17/2022 a été reçue après correction les résultats sont les suivants:

Projet	Soumissionnaires	Note technique	Montant(da)	Délai	N.I.F
Renouvellement et extension du réseau d'eau potable au la cité Mohamed boudiaf .	SARL HYDRO TIRAS NATARI KAMAL	79.66	11.863.614.30 DA	06 MOIS	000830012416868

Le Jeune Indépendant **du 02/11/2022 / ANEP 2230002046**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION
IMMOBILIERE DE LA WILAYA DE SAIDA
N°[illegible] D.G/OPGI/2022

MISE EN DEMEURE N°02

additivement à :

- la mise en demeure N° 01 parue dans la presse nationale
- le PV de constat d'huissier de justice
- l'abondement total du chantier

L'entreprise **BRAHIMI HADJ** Titulaire du marché N° 75/2014 en date du 26 10 2014 relatif à la réalisation des 30/130 logts sociaux locatifs en TCE à REBAHIA est mise en demeure de

- Reprendre les travaux de réalisation
- Renforcer le chantier en moyens humains qualifiés
- D'approvisionner le chantier en matériaux de construction

Sous huitaine à compter de la parution de la présente mise en demeure dans la presse nationale, faute par elle de satisfaire aux dispositions de la présente mise en demeure, il lui sera faite application de plein droit des mesures coercitives prévues par la réglementation en vigueur à savoir la résiliation à son tort exclusif.

Le Jeune Indépendant **du 02/11/2022 / ANEP 2231008050**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA EL MEGHAIER
DAIRA EL MEGHAIER
N° DE CODE FISCAL : 099839235085

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHE

En application des dispositions du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des autorisation d'utilité publique, le président de l'Assemblée populaire communale de la commune de Sidi Khalil, daïra El-Meghaier, wilaya El Meghaier, annonce l'avis d'attribution provisoire du marché relatif au projet suivant : «**Etude du schéma directeur du réseau d'assainissement et de remontée des eaux»,** qui a fait l'objet d'un appel d'offres ouvert avec les capacités minimales requises dans les deux journaux arabophone *Tahrir* du 21/09/2022 et *le Jeune Indépendant* du 21/09/2022 :

Numéro	Projet	Entreprise	Délais	Point d'évaluation technique	Montant de l'ensemble des frais (DA)	Remarques
1	Etude du schéma directeur du réseau d'assainissement et de remontée des eaux	Centre d'études et de réalisation en urbanisme – Urbatia Tiaret	6 mois	70 points	5.355.000,00 DA	Offre techniquement qualifiée financière et moins disante

Les entreprises participant à l'appel d'offres peuvent contacter les services de la commune (Service l'équipement) pour voir les résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières dans un délai maximum de 03 jours à compter du premier jour de publication de cette annonce dans les journaux nationaux. Toute personne qui s'opposera à ce choix pourra introduire un recours auprès de la commission communale des marchés dans un délai maximum de 10 jours à compter du premier jour de la publication de cette annonce dans les journaux à diffusion nationale.

Le Jeune Indépendant **du 02/11/2022 / ANEP 2230002049**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE.

Ministère de l'environnement.
Direction de l'environnement
de la Wilaya de Sidi Bel Abbés.

N.I.F : N° 412011000022073

Avis d'infructuosité.

Conformément aux dispositions des articles 40 et 71 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics, la Direction de l'environnement de la Wilaya de Sidi Bel Abbés, porte à la connaissance des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre n°01/2022 en date du 20/02/2022 « الروح الرياضية » ,

Relatif à l'éradication des décharges sauvages et réhabilitation des décharge contrôlées « 2ème tranche »

- Lot N°01 Réalisation d'une clôture en zimmermane au nivaux de la décharge de M'cid.
  Lot N°02 Réalisation de l'étanchéification et système de drainage au nivaux de la décharge de M'cid

Est Infructueux.

Le Jeune Indépendant **du 02/11/2022 / ANEP 2231008928**



LAMAMRA :

« Le sommet d'Alger consacrera l'action arabe commune »

La Déclaration d'Alger, qui interviendra à l'issue de la 31e session de la Ligue arabe organisée en Algérie, contribuera efficacement dans le développement de l'action arabe commune. L'ordre du jour de cet événement important a été « modifié et enrichi » pour s'adapter à la réalité du monde arabe et à la conjoncture que traverse le monde. C'est ce qu'a déclaré, lundi soir à Alger, le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra.

A la veille de la tenue de la réunion au Sommet d'Alger, très attendu, le chef de la diplomatie algérienne a souligné, lors d'une conférence de presse, qu'un important travail a été fait, depuis la réunion des délégués et des hauts fonctionnaires, pour enrichir et développer la Déclaration d'Alger, qui intervient dans un contexte international critique, jalonné par des crises économiques et politiques.
M. Lamamra a indiqué que les ministres des Affaires étrangères arabes, qui ont tenue lundi matin une réunion marathon pour discuter du projet de la Déclaration d'Alger, ont tous adopté les grands axes, les grandes orientations et, notamment, ce que l'on attend de cet important document, ajoutant que les décisions de ce sommet auront une dimension stratégique conduisant à une action arabe commune.
M. Lamamra a indiqué aussi que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, présentera au sommet, lors d'une séance consultative, un projet pour la réforme de la Ligue arabe dans plusieurs domaines, notamment le rôle de la société civile dans tous les pays arabes.
Pour le ministre des Affaires étrangères, l'Algérie accorde une grande importance à la question de la réforme de la Ligue arabe, soulignant l'importance de la société civile, qui a joué, pleinement et sans relâche, son rôle pour faire avancer l'action arabe commune. Il a également insisté sur le grand pouvoir de la société civile, impliquant les élites arabes, la jeunesse et la femme.
« J'ai remarqué, à travers le Forum d'Oran pour la communication intergénérationnelle, que la dimension populaire ouvrirait au monde arabe de grands horizons liés au développement dans les domaines tels que les technologies et les médias », a indiqué M. Lamamra.
Il a estimé que les quatre sommets organisés par l'Algérie avaient marqué l'histoire arabe du fait du contexte historique et, surtout, des décisions et leur ampleur. Il a cité, dans ce sens, le sommet de 1988, qui a vu la création d'un Etat palestinien, celui de 2005, qui a été marqué par le dossier de la réforme de la Ligue arabe dans ses textes, ses structures et ses programmes.
A cet égard, il a précisé que ces sommets avaient contribué à l'action arabe commune et même à la relancer sur la scène internationale.
Il a rappelé également que le sommet arabe tenu à Alger en 1973, intervenu après la guerre d'Octobre, a permis aux Arabes de réorienter l'action commune sur la base des résultats obtenus par les combattants arabes et les armées arabes sur le champ de bataille.
S'agissant du Sommet de mai 1988, où l'OLP a été reconnue comme le seul représentant légitime du peuple palestinien, Lamamra a considéré que ce sommet était celui de l'intifada du peuple palestinien dans les Territoires occupés.
Cet événement a eu un écho important et a conduit à la convocation du Conseil national palestinien le 15 novembre au palais des Nations, au cours duquel le président martyr Yasser Arafat a proclamé la naissance de l'Etat palestinien.

Mohamed Mecelti



PH ADEL SEHERE/ /LI

Poutine appelle au respect de la souveraineté des Etats arabes

LA RUSSIE appelle à régler les questions militaro-politiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, y compris les crises en Libye et en Syrie, le conflit au Yémen et la question israélo-palestinienne, sur la base « de la loi internationale, reconnue de tous et dans le strict respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats ».
C'est ce qu'a indiqué le président russe Vladimir Poutine dans un message, dont le Jeune Indépendant a reçu une copie, adressé, à l'occasion de la tenue du Sommet d'Alger, aux pays membres de la Ligue arabe qui prennent part à cet événement régional important.
« Nous pensons que les questions militaro-politiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, y compris les crises en Libye et en Syrie, le conflit au Yémen et la question israélo-palestinienne doivent être réglées sur la base de la loi internationale, reconnue de tous et dans le strict respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats », a affirmé M. Poutine.
Le président russe, qui a mis en exergue, dans son message, que le monde observe « des changements politiques et économiques importants », a estimé que les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, avec une population de près d'un demi-milliard de personnes, jouent un rôle plus important dans un nouveau système multipolaire des relations internationales, de plus en plus façonné et reposant sur les principes de l'égalité des droits, de la justice et du respect des intérêts légitimes mutuels ».
Vladimir Poutine a assuré que les tâches consistant à corriger la situation internationale et à s'opposer aux limites et aux défis de l'époque actuelle exigent des efforts conjoints coordonnés et rendent primordiales les structures représentatives multilatérales telles que la Ligue des Etats arabes.
La Fédération de Russie reste prête, selon le chef d'Etat russe, à développer pleinement ses relations avec la Ligue des Etats arabes et tous ses membres, notamment en vue de consolider la sécurité aux niveaux régional et mondial.
Il a notamment précisé qu'il reste « convaincu que le renforcement continu des relations de partenariat entre la Fédération de Russie et les Etats arabes sert les intérêts communs » et se poursuit afin de parvenir à la paix et à la stabilité dans le monde.

Mohamed Mecelti

LE SOMMET VU PAR LES ÉTUDIANTS ALGÉRIENS

Des espoirs et des convictions

LES ALGÉRIENS vivent, depuis quelques jours, au rythme du Sommet arabe. Un événement décisif visant à relever le défi de renforcer les liens de cette nation. Les étudiants ne sont pas en reste et relèvent les efforts de l'Algérie pour la réussite de ce rendez-vous.
Abordés par le Jeune Indépendant, des étudiants à l'université de Boumerdès nous ont fait part de leur espoir de voir ce sommet sortir avec une position arabe commune.
Suivant l'actualité en rapport avec le Sommet arabe, Mohammed, étudiant en 3e année de droit, affirme qu'à l'instar de tous les Algériens, il tient à s'informer de tout ce qui se passe, notamment à travers les chaînes de télévision et grâce aux spécialistes qu'ils accueillent sur leurs plateaux. « Je pense que le sommet est une occasion pour aborder plusieurs problématiques et sortir avec des résolutions profitables à tous les pays, et ce sur tous les plans, politique, économique et social », a-t-il indiqué.
De son côté, Lilia, étudiante en master 1 langue française, se démarque des visions pessimistes concernant les résultats du prochain sommet avant même sa tenue. Elle explique que « l'importance du Sommet arabe en Algérie réside dans le fait de placer la cause palestinienne, qui est une cause juste, comme une priorité. C'est une très bonne chose à mon humble avis, surtout le fait de chercher des solutions politiques aux différents conflits qui rongent certains pays arabes comme la Libye et de promouvoir la paix ».
Elle cite, entre autres, la rencontre, à Alger, entre les dirigeants des principales factions palestiniennes, après des mois de lassitude et d'apathie politique. Cependant, la jeune étudiante insiste sur la nécessité de veiller à l'application des décisions et recommandations qui vont découler de ce sommet. « Je salue également le retour en force de la diplomatie algérienne, qui essaie de se repositionner sur la scène arabe. », fait-elle savoir.
Pour Tedj Eddine, étudiant au sein de cette même faculté, le Sommet d'Alger ne va pas se démarquer des précédents sommets. Selon lui, il ne faut s'attendre à rien de cet événement.
« Malheureusement, on ne fait que parler, mais sur le terrain, rien ne se concrétise », explique-t-il. Tedj Eddine estime que depuis la création de la Ligue arabe, rien n'a été fait. « Nous avons toujours espéré que les Arabes s'unissent autour d'une action commune basée sur la solidarité et la coopération entre les pays, et ce pour affronter les défis actuels de manière à servir les intérêts arabes communs. Cependant, il y a une grande différence avec la réalité », regrette-t-il.
Son ami, Amir, estime que cette réunion va rassembler et unifier encore plus les peuples et les gouvernements. « Le sommet va se focaliser sur la question palestinienne, surtout qu'il se tient en Algérie et que l'Algérie soutient depuis toujours les Palestiniens et la cause palestinienne », a-t-il affirmé. Il souligne toutefois que ce sommet ne devrait pas s'arrêter à la dimension politique mais permettre de dégager une stratégie économique commune à même d'encourager les échanges économiques entre les pays arabes.

Lynda Louifi

Page 04_Mise en page 1 01/11/2022 19:02 Page 1

SOMMET ARABE D'ALGER

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN LIGNE DE MIRE

Le Sommet arabe d'Alger est un sommet décisif qui débouchera sur des décisions très importantes dans le domaine économique, au mieux des intérêts des pays arabes, notamment en matière de sécurité alimentaire, ont indiqué, lundi à Alger, des experts en économie et en relations internationales.



Dans une déclaration à l'agence officielle, l'expert en économie Ishak Kherchi a affirmé que le dossier économique soumis au Sommet arabe, avant sa présentation, mardi, aux chefs d'Etats arabes, «constitue un projet de décisions cruciales convenues à l'unanimité au niveau des délégués et hauts responsables du Conseil économique et social arabe (CESA) et du Conseil des ministres arabes des Affaires étrangères, au profit des peuples arabes».

Le Sommet d'Alger sera une véritable opportunité pour résoudre plusieurs problèmes économiques notamment la sécurité alimentaire, au vu de la situation économique précaire dans certains pays arabes à l'instar de la Palestine, la Somalie et le Yémen, a-t-il fait observer.

L'expert a souligné que la contribution de l'Algérie au niveau de ce Sommet, à la faveur de la mise en place «d'une feuille de route sûre» et à travers les décisions qui seront adoptées lors de la réunion des chefs d'Etats arabes, devra renforcer les moyens des pays arabes afin de répondre à leurs besoins et leur éviter l'endettement extérieur.

Quant au volet économique dont la question de la sécurité alimentaire, M. Kherchi dira que le sommet d'Alger permettra de trouver des solutions exclusivement «arabes» et d'éviter ainsi beaucoup de problèmes, estimant que l'inscription du dossier de la sécurité alimentaire arabe à l'ordre du jour du sommet vient à point nommé, au vu des mutations politico-économiques dans le monde qui ont aggravé la crise alimentaire dans certains pays arabes.

Pour sa part, le spécialiste en relations internationales, Salim Hamadi a mis en avant le consensus arabe atteint au niveau des délégués, du Conseil économique et social de la Ligue arabe (CESA) et du Conseil des ministres des Affaires étrangères autour de décisions économiques importantes et à leur tête le dossier de la sécurité alimentaire.

Ce sommet se focalise sur l'élaboration d'une stratégie pour assurer la sécurité alimentaire, a-t-il souligné, le qualifiant de «victoire pour les Arabes et l'Algérie».

Le consensus économique réalisé lors du Sommet d'Alger pour faire face aux enjeux internationaux est «une grande victoire», a-t-il estimé, rappelant la nécessité d'instaurer un climat économique favorable et d'intensifier les échanges interarabes.

L'action arabe commune dans le domaine économique est désormais une nécessité et non une option, compte tenu des enjeux internationaux actuels, a-t-il expliqué, ajoutant que la coopération économique est une «bouée de sauvetage» pour tous les Arabes.

Hamid B.

Une participation qualitative présageant du succès Sommet d'Alger

LA 31e SESSION du Sommet arabe d'Alger, est rehaussée par une participation qualitative présageant du succès de cet évènement, placé sous le signe de l'unification des rangs et du renforcement de l'action arabe commune. La réussite de ce sommet se traduit, d'emblée, par la présence de dirigeants et chefs d'Etat arabes ainsi que de responsables d'organisations internationales, à leur tête le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, outre le président en exercice de l'Union africaine (UA), Macky Sall, et le président en exercice du Mouvement des Non-Alignés, Ilham Aliyev. La présence de ces invités d'honneur atteste du rôle influent d'une diplomatie algérienne agissante, sous l'impulsion du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, une diplomatie qui œuvre à renforcer les voies de la coopération et à unifier les vues concernant plusieurs questions et défis auxquels la région est confrontée. A cela s'ajoute le consensus affiché par les ministres arabes des Affaires étrangères, lors de leurs réunions préparatoires, sur le projet de l'ordre du jour, considéré comme le prélude au succès de cet évènement. De hauts responsables arabes ayant pris part aux différentes réunions préparatoires se sont félicités des efforts et moyens déployés par l'Algérie pour la réussite de ce rendez-vous, considéré comme un tournant décisif dans la relance de l'action arabe commune. A cet effet, le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, a exprimé l'espoir nourri par tout un chacun de voir le Sommet d'Alger contribuer à la consolidation de l'action arabe commune et au renforcement de ses performances. Dans le même sens, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a indiqué que le Président Tebboune soumettra au Sommet arabe plusieurs idées en vue de faire avancer l'action arabe commune. En somme, le sommet d'Alger se veut une opportunité pour l'Algérie de renouer avec son rôle influent sur le plan arabe à même de renforcer les voies de la coopération et unifier les vues concernant plusieurs questions et défis auxquels la région est confrontée. **S. N.**

L'Algérie soucieuse de faire aboutir les dossiers consensuels

LE DIRECTEUR général de la communication, de l'information et de la documentation au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, l'ambassadeur Abdelhamid Abdaoui, a affirmé que la tenue du Sommet arabe en Algérie traduisait la volonté du pays hôte à faire prévaloir l'intérêt arabe et faire aboutir les dossiers consensuels qui réalisent les intérêts économique, politique et social des différents pays arabes.

«Les projets soumis jusqu'à l'heure sont un succès en soi et une confirmation de la volonté algérienne à faire prévaloir l'intérêt arabe, sur la base du consensus et de l'unité des rangs», a déclaré à l'APS l'ambassadeur M. Abdaoui, en marge du 31e Sommet de la Ligue Arabe dont les travaux débuteront mardi.

Les dirigeants arabes poursuivront, au niveau du Sommet, cet effort concernant la réforme de la ligue arabe et le dossier prioritaire de la question palestinienne, a indiqué M. Abdaoui, affirmant que l'objectif suprême du Sommet était de consacrer la réussite de l'unification des rangs palestiniens et d'aplanir les différends internes.

Ce succès est d'ores et déjà assuré grâce à l'initiative du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, traduite par la «Déclaration d'Alger» sur la réconciliation palestinienne en date du 13 octobre dernier, signée par 14 factions palestiniennes, marquant le début de l'unification arabe, a fait observer le diplomate.

Pour l'ambassadeur, la conjoncture internationale exceptionnelle impose à tous les pays arabe la mise en place d'une stratégie arabe commune pour relever les différents défis inhérents à l'alimentation, l'énergie, le climat, les ressources hydriques, la jeunesse, et le développement des infrastructures, d'autant, a-t-il noté, que l'action arabe commune s'oriente actuellement vers davantage de rationalité en matière de traitement des questions économiques et d'efficacité dans la mise en œuvre.

M. Abdaoui a évoqué, par ailleurs, plusieurs propositions soumises lors des travaux préparatoires au Sommet, notamment celles portant sur la sécurité alimentaire dans sa conception globale qui renferme la sécurité hydrique, les investissements et les nouvelles techniques utilisées dans l'agriculture et l'industrie, des questions, a-t-il fait savoir, qui ont dominé les débats et permis la cristallisation d'une vision unifiée sur la mise en place d'une stratégie sur les défis futurs.

La politique et l'économie étant deux faces d'une même pièce dans le monde arabe, les thèmes se rapportant au développement économique et aux atouts complémentaires dont jouissent les Etats arabes, ont eux aussi été largement évoqués lors des réunions, a affirmé M. Abdaoui, faisant état d'un travail en cours pour la mise en place de mécanismes permettant de rationaliser davantage les procédures dans les années à venir.

L'objectif étant de parvenir à former une union économique solide entre les Etats arabes qui puisse servir les intérêts collectifs du groupe et l'ériger en puissance régionale.

Relevant l'importance des investissements arabes dans la région pour remédier aux insuffisances dans le domaine de l'autosuffisance alimentaire, il fait état d'un «consensus autour de plusieurs questions intéressant les peuples arabes qui augure d'un Sommet réussi».

M. D.

Page 05_Mise en page 1 01/11/2022 18:38 Page 1

68e ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA RÉVOLUTION

TEBBOUNE APPELLE À LA MOBILISATION DE TOUS

Les Algériens sont au rendez-vous avec l'histoire. Le 68e anniversaire du déclenchement de la Révolution a été célébré un peu partout dans le pays par les Algériens, qui ont rendu hommage, de différentes manières, à ceux qui ont choisi la lutte et le sacrifice pour libérer le pays du colonialisme. L'heure, maintenant, est à la mobilisation de tous autour d'un objectif stratégique, celui de la construction de «l'Algérie nouvelle».

C'est l'appel lancé par le président de la République au peuple à l'occasion du 68e anniversaire du déclenchement de la glorieuse révolution de libération, le 1er novembre 1954. «L'Algérie de la prospérité et de la croissance, pour la liberté, l'indépendance et l'unité pour lesquelles les chouhada et les moudjahidine se sont sacrifiés, n'est pas une simple aspiration. Elle est, présentement, notre objectif stratégique autour duquel nous nous mobilisons tous, dans la nouvelle Algérie, avec une foi inébranlable dans les capacités et les énormes potentialités de la nation, qui ont été entravées par les dépassements et les dérives cumulés pendant de longues années», a précisé Abdelmadjid Tebboune, qui est revenu sur les réalisations et les changements opérés.

«En dépit du temps et des efforts qu'elle a requis pour restaurer l'autorité de l'Etat et imposer la suprématie de la loi, la lutte contre les dépassements n'a pas entravé la volonté du changement et n'a point influé sur le respect rigoureux de nos engagements, pour engager notre pays sur la voie de la relance économique et le développement durable à travers toute l'Algérie, pour lui permettre de retrouver sa place dans les fora régionaux et internationaux et d'accomplir, partant, le rôle pivot qui est sien dans la région et à travers le monde», a souligné le Président, lequel a félicité le peuple algérien qui accueille chaleureusement les hôtes sommet, qui a débuté hier à Alger.

«Nous nous félicitons de célébrer avec nos frères arabes, dans leur pays et parmi leurs frères, ce jour glorieux où nous nous remémorons, à leurs côtés, les principes et les idéaux du message de Novembre, humanitaire et noble», a-t-il indiqué, évoquant les sacrifices du peuple qui a mené, sous la bannière du Front de libération nationale et de l'Armée de libération nationale, une lutte armée implacable, et ce «en dépit de la machine de répression et de persécution mobilisée par la France coloniale et la folie de la destruction massive à travers la politique de la terre brûlée».



Le Président s'est, en outre, recueilli dans la matinée d'hier au sanctuaire des martyrs à Alger, à la mémoire des martyrs de la Glorieuse guerre de libération nationale. Des messages de félicitations sont aussi parvenus de plusieurs dirigeants, à l'instar du Roi d'Angleterre, lequel a félicité le président de la République et le peuple algérien à l'occasion de la célébration du déclenchement de la guerre de libération. L'Arabie saoudite a aussi félicité le président de la République et le peuple à l'occasion du 1er-Novembre. Le président russe a également présenté ses félicitations au Président et au peuple algériens, soulignant les bonnes relations entre les deux pays. Des relations appelées à être développées et diversifiées.

Des festivités ont, par ailleurs, été organisées dans tout le pays pour célébrer ce jour de déclenchement de la guerre de libération. Le ministère de la Culture et des Arts a en effet concocté un riche programme d'activités culturelles et de festivals à travers les 58 wilayas du pays, à l'occasion de la commémoration du 68e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale.

Lilia Ait Akli

Le 1er novembre 1954 revisité à Tizi Ouzou

LE 1er NOVEMBRE 1954 et ses répercussions ont été revisités, hier, dans la petite salle de la maison de la Culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou, à l'issue d'une conférence animée autour de ce thème par Khelifa Mederess, Ahmed Serridj, tous deux membres actifs de la Fédération FLN de France, Nabila Zeouiche, universitaire, et Mourad Ferroudj, chercheur en histoire et fils d'un ancien membre de la Fédération FLN de France. Khelifa Mederess a souligné d'emblée que le déclenchement du 1er novembre 1954 a été le résultat d'un processus qui remonte à 1926.

Le conférencier s'est ensuite focalisé sur la lutte armée menée par le FLN sur le territoire de la métropole. «A la veille des négociations d'Evian, les capacités de la Fédération FLN de France permettaient, si le besoin se faisait ressentir, de détruire toutes les centrales électriques de France et brûler toutes les forêts, et ce en sus des innombrables attaques d'infrastructures économiques».

Pour appuyer ses dires, Khelifa Mederess a révélé qu'au début de la décennie 1960, la Fédération FLN de France avait 222 groupes de choc prêts à passer à l'action à tout moment et n'importe où. Avec ses stocks d'armement et de munitions, elle pouvait mener la guerre pendant au moins une dizaine d'années.

Lui-même membre d'un groupe de choc dès les premières années de la guerre et mobilisé dès que le FLN a sonné le tocsin, le conférencier a indiqué que durant ces années de feu, les groupes de choc de la Fédération FLN de France ont, en sus des nombreuses opérations de sabotage d'installations économiques, réussi à éliminer physiquement 250 policiers, 70 harkis, une soixantaine de mouchards et délateurs ainsi qu'environ 2 500 Messalistes. «Hélas, les factions armées messalistes ont tué 2 500 des nôtres», a reconnu le conférencier.

Il a révélé aussi que parmi la communauté algérienne basée en France, 20 000 personnes ont été faites prisonnières et réparties à travers 89 prisons et 4 camps de concentration. En mettant l'accent sur l'apport financier de la Fédération FLN de France, Khelifa Mederess a affirmé que chacun des prisonniers percevait un montant de 5 000 francs par mois et un avocat lui était assuré.

La Fédération FLN de France était respectueuse des lois de la guerre. «De toutes les actions armées que nous avons menées en territoire français, pas une seule fois nous avons ciblé un civil», a indiqué le conférencier, avant de mettre en exergue, encore une fois, la grande discipline et le sens aigu de la politique du FLN. Dans ce sens, il a cité l'exécution du député Ali Chekkal, le 26 mai 1957, par le moudjahid Omar Bensadok, alors qu'il sortait du stade où il avait assisté à un match de football aux côtés de René Coty, président de la République française. A la question des enquêteurs de savoir pourquoi il n'avait pas tiré sur le président de la République, Omar Ben Sadok, avec sang-froid, leur avait répondu : «J'ai reçu l'ordre d'abattre Ali Chekal et non René Coty.» L'élimination d'Ali Chekkal alors qu'il se trouvait aux côtés du président de la République avait, selon le conférencier, toute sa symbolique. Elle a démontré la capacité du FLN à atteindre n'importe quelle cible. Pour sa part, Ahmed Serridj est intervenu sur l'apport purement financier assuré par la Fédération FLN de France.

Et sur ce chapitre, il a indiqué que 80 % du budget de fonctionnement du GPRA était assuré par la Fédération de France. Idem concernant les achats de l'armement. Concernant l'acheminement de ces armes en Algérie à partir des années 1958 -1959, il se faisait par bus et, bien sûr, avec l'accord de leurs propriétaires, des députés et sénateurs algériens qui, en dépit de leur statut, avaient embrassé la cause du FLN. Selon Ahmed Serridj, ces bus, achetés avec l'argent de la Fédération FLN de France et dont les propriétaires étaient des sénateurs et des députés, ne subissaient aucun contrôle au niveau des douanes. C'est ainsi, selon le conférencier, que de grandes quantités d'armes et de munitions sont arrivées dans les maquis en Algérie. En aparté, Ahmed Serridj a indiqué au Jeune Indépendant que les régions d'Oran, Mostaganem, Constantine et Tizi Ouzou accueillaient chacune trois bus. Plusieurs autres détails d'une importance historique certaine ont été dévoilés à l'issue de cette conférence, suivie avec assiduité par le public.

De notre bureau, Saïd Tissegouine

La Russie félicite le peuple algérien

A L'OCCASION de la fête nationale de la République Algérienne Démocratique et Populaire – le 68e anniversaire du déclenchement de la Révolution, SEM Vladimir Poutne, président de la Fédération de Russie, a envoyé un télégramme de félicitations à SEM Abdelmadjid Tebboune, président de la République Algérienne Démocratique et Populaire. Cest ce qu'a indiqué un message adressé à notre rédaction par l'ambassade de Russie à Alger. M. Poutine a souligné dans son message «le caractère traditionnellement amical des relations russo-algériennes, exprimé sa conviction du développement ultérieur du dialogue bilatéral et de la coopération constructive dans de divers domaines, et souhaité à SEM A. Tebboune une bonne santé et des succès, ainsi que de la paix et de la prospérité à tous les citoyens algériens», souligne le communiqué.

Le premier ministre M. Michoustine, le ministre des Affaires Étrangères, S. Lavrov, la présidente du Conseil de la Fédération de l'Assemblée Fédérale V. Matvienko et le président de la Douma d'Etat de la Fédération de Russie V. Volodine, ont également envoyé à leurs collègues algériens les télégrammes de félicitations à cette occasion.

L'Ambassade de la Russie en Algérie s'associe aux félicitations et souhaite au peuple algérien ami du bonheur, de la paix et de la prospérité.

S. N.

LE PROFESSEUR KAMEL BOUZID AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

« Le manque de médicaments persiste »

La création des deux centres de radiothérapie à l'est et à l'ouest d'Alger a été saluée par les patients et les spécialistes, bien que ceci ne résout, en aucun cas, le manque de médicaments. Un problème qui persiste à ce jour. Des enfants cancéreux vont mourir. C'est ce qu'a déclaré au Jeune Indépendant le Pr Kamel Bouzid, chef du service Oncologie au centre Pierre-et-Marie Curie (CPMC) et président de la Société algérienne d'oncologie médicale.



Le dossier de la prise en charge des personnes atteintes de cancer en matière de médication et de thérapie demeure un dossier épineux pour les pouvoirs publics. Ces malades souffrent et s'éteignent en silence dans une douleur atroce. Pour obtenir un rendez-vous pour une séance de radiothérapie, c'est le parcours du combattant. C'est une attente infernale qui devient, par la suite, fatale. Par manque de services d'oncologie dans le pays, la plupart des familles se rabattent sur le Centre Pierre-et-Marie Curie, à l'hôpital Mustapha, à Alger, épuisant toutes leurs économies dans l'hébergement pour accompagner leurs malades et les assister. La majorité du temps, elles n'ont même pas de quoi manger. Pour les 58 wilayas, un seul hôpital dispose d'un seul appareil qui a la capacité de mesurer l'évolution de la tumeur de l'intestin grêle pour les malades atteints de ce type de cancer. Cet hôpital se voit ainsi submergé par une demande record émanant de toutes les wilayas du pays, d'où son incapacité à satisfaire tous les patients. En sus des analyses et des scanners qui ne sont pas même pas remboursés. La chromogranine « A » est un marqueur sensible et spécifique des tumeurs neuroendocrines (neuroblastome, phéochromocytome, tumeurs carcinoïdes). Elle coûte 10 000 DA.

Le malade est obligé de faire cette analyse à chaque contrôle.

Pour couronner le tout, les cancéreux se plaignent d'une pénurie de médicaments. Le Pr Kamel Bouzid, chef du service Oncologie au Centre Pierre-et-Marie Curie (CPMC) et président de la Société algérienne d'oncologie médicale, qualifie cette situation, qui est toujours d'actualité, de « catastrophique ». Il l'impute à la mauvaise gestion qui règne depuis longtemps dans le secteur de l'industrie pharmaceutique et, par extension, dans celui de la santé en général.

« LES ENFANTS MALADES VONT MOURIR »

Pour sa part, le Pr Kamel Bouzid a salué la décision du ministre de la santé concernant la création des centres de radiothérapie à l'est et l'ouest d'Alger. Il a déclaré : « Ce n'est pas normal que depuis l'indépendance il n'y ait que le Centre Pierre-et-Marie Curie qui fonctionne. C'est une très bonne chose ; maintenant, dans quels délais ils seront réalisés, on ne le sait pas », a-t-il souligné. En ce qui concerne les médicaments, le Pr Bouzid a précisé que même si, à Rouiba, les médicaments sont disponibles, ils ne le sont pas dans les autres régions du pays. Il a cité le cas du service d'oncologie de Bordj Bou Arréridj, où plusieurs médicaments sont en manque. Le professeur a ajouté qu'au niveau du centre Pierre-et-Marie Curie, il n'y a pas de médicaments anticancéreux.

Le Pr Bouzid a insisté sur la pénurie de médicaments, surtout pour les enfants atteints de cancer, précisant que ce problème persiste toujours.

Le Docétaxel est un médicament fondamental pour le traitement du cancer du sein. Ce dernier devait être réceptionné en juillet, malheureusement, il ne sera disponible qu'au mois de janvier.

« Il fallait prendre ses dispositions avant la pandémie. Aujourd'hui, des enfants vont mourir à cause du manque de médicaments », a-t-il dénoncé.

Pour conclure, le spécialiste a rappelé que pour les deux centres de radiothérapie, son service en avait fait la demande il y a 40 ans.

Il convient de rappeler que le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelhak Saihi, a visité samedi dernier, en compagnie de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouthar Krikou, le service d'oncologie au CHU de Rouiba, à Alger, dans le cadre d'une campagne sensibilisation contre le cancer du sein.

Le ministre a affirmé que son département allait assurer la disponibilité des médicaments pour les cancéreux mais aussi pour les autres. « Le Groupe Saidal et la Pharmacie centrale des hôpitaux ont pris les mesures nécessaires pour mettre tous les médicaments à la disposition des malades, à travers tout le territoire national », a-t-il assuré. Le premier responsable du département de la Santé a précisé que le choix de sa visite au CHU de Rouiba, en compagnie de la ministre de la Solidarité, a pour but de s'enquérir de l'état de santé des malades du service d'oncologie d'une part et, d'autre part, de procéder à l'inauguration d'un centre de radiothérapie au profit des malades cancéreux. Il a indiqué que ce centre allait prendre en charge les malades résidant à l'est de la capitale. « Cet établissement anti-cancer va diminuer la charge sur le Centre Pierre-et-Marie Curie », a-t-il ajouté.

Abdelhak Saihi a annoncé la création d'un autre centre similaire au CHU Hassani-Isaad, à Beni Messous (Alger). Celui-ci prendra en charge les malades cancéreux résidant à l'ouest de la capitale.

Samia Acher

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

5 morts et 226 blessés en 24 heures

CINQ PERSONNES ont trouvé la mort et 226 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus à travers le pays durant ces dernières 24 heures, a indiqué hier un communiqué de la Protection civile.

Concernant les incendies de forêts et de récoltes qui ont touché les wilayas de Skikda, Chlef, Tipasa, Béjaïa, Jijel, Tizi Ouzou, Médéa, Tissemsilt et Mila, la même source a révélé que les équipes de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 11 incendies du couvert végétal, dont 4 incendies de forêts, 2 de maquis et 5 incendies de récoltes. Ces incendies ont causé des pertes estimées à 17 hectares (ha) de forêts, 7 ha de maquis et 113 arbres fruitiers, a précisé le communiqué, ajoutant que tous les incendies ont été circonscrits. Les unités de la Protection civile sont également intervenues pour l'extinction de trois incendies urbains, industriels et divers dans les wilayas d'Alger, Ouargla et Sidi Bel Abbès, selon la même source, relevant que l'incendie le plus important s'est déclaré à Alger, dans une usine de fabrication de jus dans la zone industrielle de Rouiba.Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 2 545 interventions dans les différents types d'intervention suite aux appels de secours, impliquant des accidents de la circulation, des accidents domestiques, une évacuation sanitaire, une extinction d'incendies et des dispositifs de sécurité. **S. A.**

LES POIDS LOURDS INTERDITS À LA CIRCULATION PENDANT TROIS JOURS

Assurer la fluidité du trafic routier

DANS UN COMMUNIQUÉ, les services de la wilaya d'Alger ont indiqué qu'à partir de lundi jusqu'à mercredi 2 novembre, les véhicules poids lourds sont interdits de circuler sur tout le territoire de la capitale. Cette initiative vise à assurer la fluidité de la circulation pendant la tenue du sommet arabe à Alger, a précisé la même source. Le trafic routier sera rétabli à partir de jeudi. Ne sont pas concernés par cette décision les véhicules d'approvisionnement en carburants, les véhicules d'approvisionnement en produits alimentaires, les véhicules affectés aux travaux relevant des entreprises de wilaya, les véhicules relevant des services communaux, les véhicules relevant des services d'intervention de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) et de la Sonelgaz, a conclu le communiqué. **S. A.**

LE GÉNÉRAL AOUN QUITTE LA PRÉSIDENCE

La fin d'une ère pour le Liban ?

Michel Aoun a quitté le palais présidentiel libanais. Adulé autant que détesté, l'ancien général n'en demeure pas moins une figure emblématique de l'histoire du Liban. Retour sur son parcours militaire et politique semé d'embûches.

L'homme providentiel du Liban des années 2000 tire sa révérence, après six années à la tête de la présidence. Sous les yeux de ses partisans venus en nombre, Michel Aoun a fait le 30 octobre ses adieux au palais présidentiel de Baabda. La foule émue brandissait des portraits du général, des drapeaux orange du Courant patriotique libre (CPL), son parti, et le pouce et l'index levés, signe de ralliement de son mouvement. La veille de son départ, l'homme de 87 ans était tout sauf optimiste pour l'avenir du Liban. Répondant aux questions de Reuters le 29 octobre, il évoquait le fait que le pays pouvait sombrer dans le «chaos constitutionnel». En effet, les députés du Parlement libanais n'ont toujours pas réussi à trouver un successeur au général Aoun. Parmi les noms évoqués, celui de Gebran Bassil revient souvent. Le chef du Courant patriotique libre est son favori pour la présidence. Mais le gendre de Michel Aoun doit faire face à Michel Moawad, leader de l'opposition, au candidat pro-syrien Sleiman Frangié, ou encore à Samir Geagea leader des Forces libanaises qui aurait le soutien de l'Arabie saoudite. Michel Aoun aurait pourtant pu terminer son mandat sur une note positive. Le Liban et Israël ont en effet officiellement conclu le 27 octobre un accord délimitant leur frontière maritime, après des mois de négociations ardues par l'intermédiaire des Etats-Unis, qui assure la répartition de précieux gisements gaziers offshore en Méditerranée orientale.

Une aubaine pour un pays englué dans une crise multidimensionnelle. Pour balayer les doutes sur une prétendue normalisation des relations avec l'Etat hébreu, le président libanais a insisté sur la non politisation de cet acte. Diversement apprécié au sein de l'opinion publique, l'ancien chef de l'armée libanaise a cristallisé durant son mandat une bonne partie des critiques populaires pour son inaction face aux multiples crises.

Pourtant, le général Aoun reste un personnage emblématique de l'histoire contemporaine du Liban. Prédestiné à une carrière militaire Né le 18 février 1935 à Haret Hreik, dans un quartier populaire de Beyrouth, Michel Aoun grandit à l'époque du mandat français. Depuis 1920, la France administre le Liban en se focalisant notamment sur la majorité chrétienne de l'époque. Très vite, il fréquente les écoles chrétiennes de la capitale libanaise, mais le jeune adolescent est particulièrement intéressé par une carrière militaire. Il termine ses études et s'engage à l'Académie militaire, dont il devient officier cadet en 1955. Pour se professionnaliser, Michel Aoun va se former plusieurs années en France à l'Ecole d'application d'artillerie de Chalons sur Marne (1958-1959), puis à Fort Sill, dans l'Oklahoma aux Etats-Unis (en 1966) et à l'Ecole supérieure de guerre, en France (1978-1980). Il revient définitivement au Liban en 1980, alors que le pays est plongé dans une guerre civile aux multiples ramifications, entre milices propalestiniennes et milices chrétiennes, sous la férule de l'occupation syrienne et israélienne. La capitale Beyrouth est divisée en deux, l'ouest de la ville est contrôlée par la communauté musulmane et l'est par la communauté chrétienne. En 1983, Michel Aoun devient commandant de la 8e brigade. Il défend ainsi les résidus des régions gouvernementales, notamment sur le front de Souk el-Gharb, face à la milice du Parti socialiste progressiste de Walid Joumblatt, appuyée par la Syrie. Devant l'apprêté des combats et face à son courage, il est promu général de l'armée libanaise le 23 juin 1984. Devenu ainsi le protecteur du gouvernement libanais, sa responsabilité n'a de cesse d'augmenter durant la guerre. En septembre 1988, le président libanais, Amine Gemayel, quitte le pouvoir sans successeur. Face à l'urgence de la situation et pour éviter le chaos politique, le 22, il nomme Michel Aoun à la tête d'un gouvernement militaire exceptionnel dont la tâche est d'assurer l'élection d'un nouveau chef de l'Etat. En plus d'être Premier ministre (fonction qui revient normalement à un sunnite), il devient également ministre de la Défense nationale et ministre de l'Information et conserve son poste de commandant en chef de l'armée. Le général devient populaire et façonne son discours patriotique, s'opposant à toutes formes d'ingérences et d'occupations. Le 14 mars 1989, Michel Aoun lance une «guerre de libération» contre l'armée syrienne présente au Liban, qui se conclut sans succès. Il reçoit cependant l'aide militaire de Saddam Hussein, farouchement opposé à la Syrie et à Hafez el-Assad pour des questions de leadership sur le parti Baath. A partir de cette date, il se retranche dans le palais présidentiel de Baadba, tandis que les régions sous son contrôle sont bombardées par les troupes syriennes. Il prône alors une mobilisation populaire pour dénoncer la tutelle syrienne sur le pays avec la mise en place de l'accord de Taëf, signé en Arabie saoudite en 1989, censé mettre fin à la guerre civile. Michel Aoun s'y oppose alors fermement car, selon lui et comme plusieurs responsables politiques de l'époque, ce document négocié sous l'influence du Maroc, de l'Algérie, du royaume saoudien et des Etats-Unis, légitimerait de facto la présence syrienne au Liban.

De surcroît, face aux agissements des Forces libanaises dirigées par Samir Geagea, Beyrouth plonge dans une guerre inter-chrétienne pour le contrôle des résidus territoriaux chrétiens. Le 13 octobre 1990, c'est la chute : Hafez el-Assad chasse le général rebelle Michel Aoun en bombardant le palais présidentiel de Baabda le 13 octobre 1990. Le chef de l'armée libanaise annonce sa reddition et se réfugie dans l'ambassade de France. Il sera évacué en France le 30 août 1991, où il vivra pendant quinze ans. Ce serait en raison du soutien syrien à la première guerre du Golfe, contre l'Irak de Saddam Hussein, que Damas aurait obtenu un feu vert américain pour la mainmise sur le Liban.

LE VOLTE-FACE GÉOPOLITIQUE DU GÉNÉRAL

En exil, le général Aoun ne quitte pas la politique, bien au contraire. Durant la décennie 1990, il multiplie les rencontres, les sommets avec des personnalités politiques. Il fait de sa lutte contre la tutelle syrienne au Liban son véritable leitmotiv. En 1996, depuis la France, il lance son propre mouvement



politique, le Courant patriotique libre, prônant un Liban indépendant et souverain. Le 18 septembre 2003, Michel Aoun témoigne devant une sous-commission de la Chambre des représentants américaine pour le vote de la «Syria accountability and Lebanese sovereignty restoration act». Adopté, ce document prône notamment des sanctions contre la Syrie en raison de «son soutien au terrorisme et son occupation du Liban». L'occupation syrienne devient de plus en plus impopulaire au Liban. L'assassinat de l'ex-Premier ministre libanais Rafik Hariri le 14 février 2005, imputé à la Syrie, pousse une marée humaine dans les rues de Beyrouth pour demander le retrait des troupes syriennes du pays. Les forces de Damas quittent le pays du Cèdre en avril, ce qui laisse le champ libre à Michel Aoun pour son retour tant attendu. Accueilli en héros national, l'homme providentiel revient définitivement au Liban le 7 mai 2005. Un mois plus tard, son parti politique remporte 23 siège aux élections législatives. Petit à petit, Michel Aoun prend ses distances avec les partis anti-syriens. Cette rupture est scellée avec la signature le 6 février 2006 d'un document d'entente avec le Hezbollah, dans l'église Mar Mikhaël à Chiyah, dans la banlieue sud de Beyrouth. Depuis les deux courants politiques s'alignent sur les choix de politiques intérieurs et extérieurs. Tout un symbole, il se rend dans la capitale iranienne en octobre 2008 pour rencontrer le président de l'époque Mahmoud Ahmadinejad.

En décembre de la même année, il est invité par Bachar el-Assad à Damas et tourne ainsi la page de ses années de lutte contre la Syrie. En l'espace de deux voyages hautement symboliques, Michel Aoun prend fait et cause pour l'axe de la résistance dirigé par le binôme syro-iranien. Durant tout le conflit syrien, le général s'est gardé de prendre position. Il est resté neutre tout en évitant de critiquer son allié du Hezbollah qui intervenait auprès des troupes de Bachar el-Assad.

DE LA QUÊTE DU POUVOIR À LA DÉSILLUSION

Après plusieurs années d'instabilité politique avec des élections perdues, contre toute attente, son ancien ennemi et adversaire politique Samir Geagea se retire de la course à la présidentielle en 2016, lui annonçant son soutien. Une véritable consécration pour l'ancien exilé politique. Après plus de deux ans de vacance présidentielle et 46 séances électorales pour que les députés libanais se mettent enfin d'accord, Michel Aoun, 81 ans, est devenu le 31 octobre 2016 le 13e président du Liban depuis l'indépendance en 1943. Cette victoire concrétise un peu plus la domination d'un camp pro-Syrie sur le Liban. Il débute son mandat alors que la guerre en Syrie fait rage, que le Yémen est déchiré et que la présidence américaine de Donald Trump impose une pression maximale sur l'Iran. Pourtant, malgré une victoire aux élections législatives de mai 2018 qui était pourtant de bonne augure pour son parti, le mandat de Michel Aoun vire peu à peu au cauchemar. Le Liban sombre dans un chaos qui ne dit pas son nom. En octobre 2019, après l'imposition d'une taxe sur l'application Whatsapp, des milliers de manifestants descendent dans les rues pour demander le départ de tous les partis politiques. Tour à tour, les Forces libanaises et les Kataeb démissionnent et même le Premier ministre Hariri prend un temps ses distances avec le gouvernement. Ainsi, le parti de Michel Aoun et notamment son gendre Gebran Bassil cristallise une partie de la rancœur populaire. On reproche notamment au général d'être devenu une marionnette aux mains du puissant Hezbollah. De surcroît, le pays du Cèdre plonge dans une crise économique sans précédent.

A cela s'ajoute la terrible explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020 qui a fait plus de 200 morts et rasé une partie de la capitale libanaise. Les habitants pointent du doigt l'inaction du président libanais. Malheureusement pour lui, Michel Aoun ne peut faire grand-chose face à cette situation délétère. Ses deux principales fonctions sont en effet la participation à la formation du gouvernement et la convocation et la direction du conseil supérieur de défense. Les crises s'enchaînent, le pays manque d'électricité, de carburant, de produits de premières nécessités et plus de 80% de la population vit sous le seuil de pauvreté. Le Liban connaît l'une des pire crises économiques depuis 1850. Pour Michel Aoun, le coupable n'est autre que le directeur de la Banque centrale du Liban : Riad Salamé. Cet indéboulonnable banquier est pointé du doigt par le président libanais pour avoir laissé pourrir cette situation. Il est également dans les petits papiers de la justice française et suisse pour corruption, détournement de fonds et blanchiment d'argent.

Toujours est-il que, malgré l'impasse dans laquelle se trouve le général Aoun, son mandat est perçu par une partie des libanais comme une véritable descente aux enfers. Son départ de la présidence était pour ses détracteurs la condition sine qua non pour relever le pays. Semé d'embûches, son parcours politique reste représentatif d'un Liban ingouvernable, tant par sa constitution communautaire que par sa géographie. Michel Aoun rêvait d'une nouvelle Constitution et appelait de ses vœux une laïcité à l'orientale, pour mettre fin aux divisions intrinsèques. A l'instar de son combat face à la présence syrienne en 1989, pour son combat politique le général Aoun n'avait pas les moyens de ses ambitions.

R. I.

COMMÉMORATION DU 1er NOVEMBRE 1954 À OUARGLA

Inauguration de plusieurs structures publiques dans le Sud

La célébration du 68e anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Révolution du 1er novembre 1954, a été marquée, hier, dans les wilayas du Sud du pays, par l'inauguration de plusieurs structures publiques et le lancement d'opérations de développement, visant l'amélioration du cadre de vie du citoyen.



Dans la wilaya d'Ouargla, les autorités locales ont ainsi procédé à la mise en service d'un réseau d'électrification des exploitations agricoles au niveau du périmètre de Sahn (commune de N'goussa). La délégation officielle a également assisté à des cérémonies de mise en service d'un tronçon de huit kilomètres (8 Km), sur le chemin de wilaya (CW-204) dans le territoire de la commune de Sidi-Khouiled.

Elle a également procédé au coup d'envoi des travaux de réalisation d'un stade de proximité dans la localité d'Ain-Moussa (Sidi-Khouiled), ainsi qu'un Collège d'enseignement moyen (CEM) de type base -5 dans la commune d'Ain El-Beida.

En outre, le coup d'envoi des travaux de réalisation et d'équipement d'un forage destiné à l'alimentation du village de Bour El-Haicha en eau potable (AEP) a été donné, en plus de l'extension du réseau électrique dans la localité d'El-Bour.

Le secteur de la Culture des Arts à Ouargla a, pour sa part, consacré une enveloppe financière de deux millions DA à la réhabilitation d'une bibliothèque publique située dans la localité d'El-Bour.

D'autres projets relevant des secteurs de l'Energie, des Ressources en eau, de la Jeunesse et des sports et des Télécommunications, ont été également inaugurés et lancés à l'occasion.

C'est le cas de la wilaya limitrophe de Touggourt, où il a été procédé au raccordement de 160 foyers au village de Sidi-Mahdi dans la commune de Nezla, au réseau d'électricité y compris la mise en service de quatre transformateurs.

Ce programme de développement comprend aussi le raccordement de 500 foyers relevant des communes de Touggourt, El-Hadjira et Tebesbest, au réseau de gaz naturel, dont la réception est prévue avant la fin 2022. Toujours à Touggourt, une piscine semi-olympique a été inaugurée au niveau quartier El-Moustakbel au chef-lieu de wilaya lequel, le quartier a également bénéficié du lancement d'un projet de réhabilitation du réseau d'approvisionnement en AEP.

De plus, l'évènement à Touggourt a donné lieu à la mise en service de la liaison Touggourt-El-Oued de câble en fibres optiques, s'étalant sur 105 Km.

Plusieurs projets de développement ont été lancés dans la wilaya d'El-Oued, à l'instar de raccordement de 290 foyers dans la commune de Taghzout, 300 autres dans la localité d'El-Maamoura-nord, relevant de la commune de Hassani Abdelkrim et un périmètre agricole à Guemar au réseau électrique, en plus de la pose de la première pierre d'un projet de réalisation d'un lycée de 1.000 places pédagogique dans la commune de Hassani Abdelkrim.

A Tindouf, dans l'extrême Sud-ouest du pays, la Protection civile s'est renforcée par une nouvelle unité, inaugurée à l'occasion.

R.R

5e SALON NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT À BOUMERDES

Diverses expositions et recyclage dans le programmes

SOUS LE SLOGAN « Notre environnement, notre avenir » le 5e Salon national de l'environnement et des Clubs verts des jeunes a été donné, avant-hier, à Boumerdes, avec la participation de plus d'une centaine de jeunes représentants 35 wilayas du pays, a fait savoir des organisateurs.

Cette 5e édition, qui sera abritée six jours durant par la maison de l'environnement de Boumerdes, s'inscrit dans le cadre des festivités de commémoration du 68e anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de libération nationale, le 1er novembre 1954.

Organisé sous le slogan « Notre environnement, notre avenir », cet événement qui abordera le recyclage des déchets, est ouvert aux jeunes adhérents aux établissements de jeunesse du pays, âgés de 18 à 35 ans.

Outre diverses expositions sur l'environnement et le recyclage, le programme de cette manifestation prévoit la projection de reportages sur le sujet et des visites guidées vers des pépinières relevant de la conservation locale des forêts, ainsi que des excursions vers des monuments et sites réputés de la wilaya, dont la vieille Casbah de Dellys et la région de Boukerdane, dans les monts Bouzegza. A cela, s'ajoute l'animation d'une série de conférences portant sur différents thèmes liés, entre autres, aux techniques de l'animation environnementale et à la réalisation de projets associatifs dans le cadre de la protection de l'environnement.

Des ateliers de formation dans le domaine du recyclage sont également au programme, parallèlement à des concours sur le meilleur projet environnemental dans le domaine du recyclage, le meilleur stand d'exposition et le meilleur reportage sur le sujet. L'organisation de ce salon national a pour objectif principal de « faire connaître les clubs et les associations du domaine environnemental, développer l'activité environnementale dans les établissements de jeunesse et faire la promotion des méthodes modernes en matière de recyclage des déchets, tout en sensibilisant la société sur l'intérêt économique de la valorisation des déchets ménagers », selon les organisateurs. L'autre but visé par cette manifestation, est l'ancrage de la culture environnementale dans les milieux des jeunes, l'accompagnement des projets visant la protection de l'environnement, le développement de l'esprit environnemental et l'encouragement des jeunes à investir dans ce domaine, selon la même source.

Le Salon est organisé par la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS) et la Ligue des activités culturelles et scientifiques des jeunes, en collaboration avec l'Office des établissements de jeunes de la wilaya (ODEJ).

R.R

COMMÉMORATION DE LA GUERRE DE LIBÉRATION À ORAN

L'apport des médecins femmes et hommes a été précieuse

LA CONTRIBUTION des femmes et des hommes de santé a été précieuse durant la Guerre de libération, en permettant la mise en place d'un système de santé dans les maquis. C'est ce qu'a indiqué avant-hier à Oran le Pr Mustapha Khayati, professeur de médecine à l'université d'Alger, a l'occasion de la célébration du 68e anniversaire du déclenchement de la révolution.

Le Pr Khayati a déclaré, lors de sa conférence sur « L'histoire de la médecine et des médecins en Algérie », organisée au siège du Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle que « la contribution des hommes et des femmes de la santé, qui ont quitté leur emploi et les bancs d'études universitaires pour rejoindre les rangs de la révolution a été très précieuse et leurs sacrifices ont permis la prise en charge des moudjahidine et des civils blessés durant les batailles. »

« Ils ont été un modèle de sacrifice, de lutte et d'humanisme dans le monde », a fait svoir, soulignant que malgré les conditions de travail difficiles dans les montagnes et le manque de moyens, ils accomplissaient leurs tâches de la meilleure façon en utilisant des moyens et des appareils modestes pour les traitements et les opérations chirurgicales.

A cette époque, il n'y avait que 79 médecins algériens, 33 pharmaciens et 13 dentistes en Algérie, a rappelé le même spécialiste, qui a évoqué l'aide de médecins européens qui ont soutenu la cause algérienne, ainsi que des médecins arabes d'Egypte, de Tunisie et de Syrie qui ont également rejoint les maquis.

Mustapha Khayati a passé en revue le travail héroïque accompli par les étudiants en médecine et en pharmacie, dont la plupart étaient sur le point d'obtenir leur diplôme et ont quitté les universités en réponse à l'appel de la patrie ralliant la révolution après la grève de mai 1956, rappelant la mort en héros de plusieurs médecins et pharmaciens en assumant leurs missions soit sous les balles du colonisateur français ou du sinistre « Organisation de l'armée secrète » (OAS) et l'organisation terroriste « Mains rouges », à l'instar de Lakhdar Benabdeslam Benbadis, Ali Ait Idir, Abdelkrim Youcef Damerdji et Benaouda Benzerdjeb, entre autres.

Le même conférencier a également évoqué les différentes périodes que le secteur médical en Algérie a traversé à travers l'histoire, aux époques romaine et ottomane, puis la période du colonialisme français, qui a vu l'exclusion d'Algériens de tous types de soins médicaux modernes destinés aux Européens.

Cette période a connu un grand épanouissement de la médecine populaire et de la phytothérapie, auxquelles les Algériens avaient recours compte tenu de la difficulté d'accès aux hôpitaux et aux médecins européens.

Cette médecine a prouvé son efficacité et sa performance à cette époque difficile de l'histoire de l'Algérie selon le témoignage même de médecins français.

Pour connaître davantage l'histoire de cet important secteur, le professeur Khayati a appelé à intensifier les recherches historiques par des chercheurs et universitaires.

R.R

L'OPÉRETTE "TAHIA EL DJAZAIR"

Les enseignements du 1er Novembre fièrement portés par la jeunesse

"Tahia El Djazair", une opérette à la créativité prolifique, riche en couleurs, a été présentée, lundi soir à Alger, par une pléiade de chanteurs et danseurs, qui ont réussi à porter le message des valeureux Martyrs et des Moudjahidines, pour que vive l'Algérie libre et indépendante.

Présenté à la salle Ibn Zeydoun de l'Office Riadh El Feth (OREF), le spectacle s'est déroulé en présence des conseillers du président de la République, aux Relations extérieures, Abdelhafid Allahoum, aux Archives et la Mémoire nationale, Abdelmadjid Chikhi et au Cinéma et à l'Audiovisuel, Ahmed Rachedi, ainsi que plusieurs membres du gouvernement dont, le ministre des Moudjahidines et des Ayants droit, Laïd Rebiga et sa collègue de la Culture et des Arts Soraya Mouloudji.

Le nombreux public présent a pris part à un voyage au cœur de l'histoire de la glorieuse Guerre de Libération nationale, restituée, 75 mn durant, dans un spectacle de haute facture qui a allié la vidéo à la chanson et la danse, brillamment mis en scène par Nadjib Oulebsir, aidée par la jeune Safia Boukerche.

Portée par la fraicheur d'un élan de jeunesse époustouflant de rythme et d'énergie, "Tahia El Djazair" entretien la dualité entre le bien et le mal, mettant en valeur la détermination et la bravoure de toutes ces femmes et ces hommes qui, au péril de leurs vies, ne juraient que par le combat libérateur pour le recouvrement de la souveraineté nationale. Dans une ambiance de grands soirs, des



chants patriotiques et révolutionnaires ont retenti sur la scène de la salle Ibn Zeydoun qui a notamment vu se succéder, Salim Chaoui, Djelloul Marga, Nada Rayhane, la Chorale Icosium dirigée d'une main de maître par Mohamed Mehannek, ainsi que plusieurs danses contemporaines, dirigées par la chorégraphe de talent Khadidja Guemiri. Cheikh El Hattab, Nadia Guerfi, Mounia Ait Meddour, Hassiba Amrouche et le duo Manal Gherbi et Abdou Driassa, soutenus par le clarinettiste Youcef Guemat et Amine Dehane au piano qui a signé tous les arrangements des pièces présentées dans différentes cadences du terroir national, ont donné, avec l'apport de tous les autres artistes une empreinte de jeunesse à ces célébrations.

Les chanteurs ont entonné entre autres pièces, "Raha D'mouâï salet", "Thawratou el Ahrar", "Tiyara sefra", "Aâtouni weldi", "Essem'hili a lemima", "Al Khir Inou" (d'Idir, avec des intonations de Taos Amrouche), ou encore "El Hamdou lil'Allah ma b'kach istiâmar fi bladna".

Dans l'euphorie du moment, le spectacle a pris fin avec deux hommages rendus par Abdelhafid Allahoum et Laid Rebiga, à, Meriem Mokhtar et Ouali Ait Ahmed, deux révolutionnaires qui ont livré leurs témoignages sur la détermination inébranlable de leurs frères et sœurs de combat, malgré l'atrocité de la guerre dans les maquis.

Organisée par le ministère des Moudjahidines et Ayants droit, dans le cadre de la célébration du 68e anniversaire du déclenchement de la Guerre de Libération nationale, placé sous le slogan, "Epopée d'un peuple, fierté d'une Nation", l'Opérette "Tahia El Djazair" a été programmée à l'OREF pour une représentation unique.

CÉLÉBRATION DU 1er NOVEMBRE 1954

Les MAE arabes assistent à un spectacle épique sur l'histoire de l'Algérie

LES MINISTRES ARABES des Affaires étrangères et les chefs de délégations participant au 31e Sommet arabe prévu à Alger les 1er et 2 novembre ont assisté, dimanche à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih, à un méga spectacle épique à l'occasion du 68e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954.

Ont assisté à ce spectacle, placé sous le thème "Epopée d'un peuple, fierté d'une nation" et coïncidant avec le 31e Sommet arabe, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, les ministres arabes des Affaires étrangères et les chefs de délégations participant au 31e Sommet arabe, des membres du corps diplomatique accrédité à Alger, des membres du gouvernement et des moudjahidine.

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebiga a précisé, à l'ouverture du spectacle, que "le choix, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de la date du 1er novembre pour la tenue du Sommet arabe reflète l'attachement de l'Algérie à unifier et resserrer les rangs arabes tout comme la Révolution de libération avait réussi à rallier les peuples arabes à notre cause nationale juste".

"La Révolution du 1er Novembre 1954 est synonyme d'héroïsme et de dignité pour les peuples arabes et les enfants libres d'Algérie sont aujourd'hui honorés par la participation de leurs frères arabes à la célébration de cet événement glorieux à haute portée symbolique", a ajouté M. Rebiga."Le premier novembre est une fête nationale et un anniversaire mémorable pour tous les peuples épris de liberté de par le monde entier. Il revêt une symbolique singulière riche en évènements et hauts faits historiques ayant marqué le parcours de lutte de notre nation", a affirmé le ministre. "Soixante-huit ans après son déclenchement, la Glorieuse Révolution du 1 novembre 1954 continue de susciter l'admiration et de livrer ses enseignements et ses valeurs". Réalisé par Ahmed Rezzak, "Ala Fachehadou" est une représentation mettant en scène des tableaux artistiques qui retracent l'histoire séculaire de l'Algérie et véhiculent un message de reconnaissance et de gratitude envers les Chouhada, et de détermination à poursuivre le processus d'édification.

Le spectacle réalisé par le metteur en scène Ahmed Rezzak et produit par le ministère des Moudjahidine et des Ayants droit, a été présenté sous forme de mosaïque où la musique s'est mêlée à la danse, au récit et aux effets audiovisuels, retraçant l'histoire millénaire de l'Algérie, ainsi que l'apport des Algériens à la culture et à la pensée universelles. La fin du spectacle a été marquée par des tableaux chorégraphiques symbolisant la cohésion arabe, avec un hommage particulier à la lutte du peuple palestinien pour le recouvrement de sa liberté.

PORTRAIT DE MOUDJAHIDA

Khadidja Belguenbour, grandir en zone interdite

NÉE EN 1944 dans une famille de paysans du douar de Beni Fatah dans les montagnes difficiles d'accès de Jijel, Khadidja Belguenbour, dite Farida, a vu peu à peu la guerre de libération nationale s'installer dans son village de cultivateurs qui va très vite se transformer en zone interdite à ses habitants où les camps de concentration s'implantent en nombre.

Dans son témoignage publié dans un ouvrage coordonné par l'historienne française Raphaelle Branche, la moudjahida raconte comment elle a vécu l'arrivée de la guerre dans son village et son parcours de jeune agent de liaison et d'infirmière dans le maquis.

Dans son village, la guerre avait commencé par de "nombreuses réunions de ses cousins et d'autres hommes", par l'arrivée de soldats de l'Armée de libération nationale (ALN), étrangers au village, pour préparer des routes et des sentiers, et créer des centres d'entrainement, des changements qui ont très vite été suivis des bombardement au napalm dans la région d'El Milia que les plus jeunes ne comprenaient pas.

Adolescente, Khadidja Belguenbour dit s'être abreuvée de la cause de l'indépendance grâce à l'apport de nombreuses femmes, instruites dans les écoles coraniques et les écoles libres des Oulemas musulmans, qui venaient dans le village "nous expliquer ce qui se passait et nous inculquer des chants patriotiques, à la gloire de l'Algérie et de la liberté, que nous chantions même dans les mariages". Après les attaques du 20 août 1955, Khadidja Belguenbour a vu sa région devenir une zone interdite à ses habitants où les forces coloniales avaient installé deux casernes d'où les villageois entendaient les cris de douleurs des détenus algériens torturés, et voyaient leurs proches en grand nombre, emmenés de force pour préparer les camps de regroupement.

L'armée coloniale commence à intensifier les rafles, le recours à l'aviation et au napalm et à brûler des maisons à une période où le viol des algériennes était devenu une pratique répandue qui a poussé les villageois à mettre les femmes et les filles à l'abri à Mila.

Avec une émotion toujours aussi vive, Khadidja Belguenbour raconte comment sa mère a été blessée par balle avant d'être coincée vivante sous les décombres de la maison touchée par un obus de l'aviation. A partir de ce jour, avec sa mère luttant contre la mort et les soldats et infirmières de l'ALN qui prenaient soin des enfants, elle confie avoir "vécu dans des grottes pour survivre". Sa mère va vivre avec une blessure très lourde et dans d'atroces douleurs pendant sept longues années où elle a été cachée dans des grottes puis déplacée de maison en maison par son mari fuyant le harcèlement des autorités et la menace de voir sa fille unique emmenée par les soldats coloniaux. La famille est contrainte d'habiter une maison dans un camp de regroupement où tout est surveillé de près, et où "l'adolescente a subi quotidiennement le harcèlement des soldats en se mettant de la suie sur le visage pour les repousser". Elle confie que son père a préféré lui faire quitter au plus vite le domicile familial ciblé par les soldats.

Elle devient à 14 ans agent de liaison recrutée par le biais de sa tante, épouse d'un commissaire politique du FLN, et avec la bénédiction de son père. Fatiha commence alors son travail d'agent de liaison transportant de petits messages à travers les familles résistante, des munitions et des armes avant de rejoindre les rangs de l'ALN au maquis.

Elle raconte alors son arrivée au maquis en 1959, son affectation à l'infirmerie et l'apprentissage qu'elle a reçu pour soigner les blessés en plus du travail qu'effectuaient les femmes de son groupe où elle s'est sentie en sécurité et où elle a pris part aux préparatifs des manifestations du 11 décembre 1961 dans les camps de la région. Elle-même blessée par des obus lors des bombardements, Khadidja Belguenbour a vécu trois ans dans des grottes transformés en dispensaire, où elle soigne les blessés jusqu'au recouvrement de l'indépendance.

FOOTBALL.

Le pays de Galles pourrait changer de nom après la Coupe du monde au Qatar

« **CYMRU** » (pays de Galles, en gaélique), telle pourrait être la nouvelle appellation de l'équipe du pays de Galles, qui a émis le souhait de modifier le nom de ses équipes nationales après la Coupe du monde au Qatar. Un changement potentiel synonyme de renouveau de la langue galloise comme l'a expliqué Noel Mooney, directeur général de la FAW (Football Association of Wales). Nous voulons que le nom Cymru soit désormais utilisé au niveau international. Si vous regardez sur notre site internet, nous utilisons déjà ce nom pour nous qualifier. Le travail est encore long pour que ce changement de nom soit officialisé, et nous allons donc participer à ce Mondial en tant que pays de Galles.

ZLATAN IBRAHIMOVIC :

« La France a besoin de moi, Mbappé, Neymar, ça ne suffit pas... »

UNE DÉCLARATION digne de Zlatan Ibrahimovic. Le géant suédois a fait de ses phrases chocs une marque de fabrique et l'entretien accordé à Olivier Dacourt pour Canal + se range dans cette lignée. Blessé au genou, le joueur de 41 ans ne sera pas de retour sur les terrains avec le Milan AC avant 2023.

L'ancien parisien a pris le temps de revenir sur son passage au Paris Saint-Germain et son influence, qu'il estime immense, sur la France : « Depuis que j'ai quitté la France, tout s'écroule. Il n'y a plus aucun sujet intéressant. La France a besoin de moi, mais moi, je n'ai pas besoin de la France. Même si vous avez Mbappé, Messi et Neymar, ça ne suffit pas. » Pourquoi son interlocuteur disait-il ça ? « Parce que vous n'avez pas dieu », a répondu « Ibra ».

Tout simplement.

ATLETICO DE MADRID :

Simeone ne compte pas partir

LES ROJIBLANCOS ont été éliminés de la C1 en phase de poules pour la première fois depuis 2018 et pour la deuxième fois seulement en une décennie, après un match nul à domicile contre le Bayer Leverkusen (2-2), à Madrid la semaine dernière. Cependant, malgré la fin prématurée de la campagne européenne, Diego Simeone est prêt à relever le défi. L'entraîneur argentin a affirmé qu'il restait déterminé à remporter un autre trophée majeur à Madrid, malgré la possibilité que son avenir soit remis en question, si ses hommes terminent la campagne sans trophée. Cette pression n'est pas susceptible de nuire à un personnage en acier comme Simeone et l'ancien milieu de terrain a balayé les suggestions de pression sur son rôle au Stade Civitas Metroplitano.

"Mon rêve est de continuer à travailler dans ce club et d'être de retour en Ligue des champions la saison prochaine", selon les informations de Diario AS.

UNE CLAUSE DANS SON CONTRAT À L'ORIGINE DE LA « BROUILLE »

Ça commence à clasher entre Manchester City et Erling Haaland

Alors que Manchester City a fait une grosse demande à son attaquant, ce dernier a refusé...

C'est le début d'une sacrée histoire. Arrivé en Angleterre cet été, Erling Haaland n'a pas eu besoin du moindre temps d'adaptation et est très vite devenu la référence offensive de Manchester City. Le géant norvégien, du haut de ses 22 ans, est parti pour exploser tous les records et affiche déjà 17 buts au compteur en seulement 11 rencontres de Premier League. En Ligue des Champions, il a également fait trembler les filets à 5 reprises en 4 apparitions. De sacrées prestations pour celui qui n'a pas pu jouer contre Leicester ce week-end. Et ses performances sont suivies de très près à Madrid, où le Real Madrid ne lâche toujours pas l'affaire. Si Kylian Mbappé semble oublié par Florentino Pérez, ce n'est clairement pas le cas pour l'ancien du Borussia Dortmund, toujours sur la shopping list du champion d'Europe. Certes, la puissance financière de City est supérieure à celle du Real Madrid. Mais il y a cette fameuse clause... Elle serait de 200 millions d'euros selon divers médias, dont OKDiario, et activable à partir de 2024. Un montant conséquent, mais que les Merengues pourraient payer, eux qui ont fait beaucoup d'économies ces derniers temps. La présence de cette clause était d'ailleurs une des conditions du clan Haaland/Raiola pour signer dans un club. Et forcément, à City, on commence à trembler. Selon les médias espagnols, la direction du champion d'Angleterre a demandé au Norvégien de signer un nouveau contrat éliminant cette clause libératoire. En échange,



son salaire serait presque triplé, s'approchant considérablement de celui de Kylian Mbappé à Paris, de 72 millions d'euros annuels en plus de différents bonus selon les dernières informations du Parisien. La réponse de Haaland ? Non ! Il a ainsi refusé d'enlever cette clause libératoire, laissant donc la porte ouverte à Madrid, mais à d'autres clubs (sauf les Anglais, pour qui la clause ne s'applique pas). Autant dire que ça a dû faire grincer des dents dans les bureaux de l'Etihad Stadium...

UNE ABSENCE PLUS LONGUE QUE PRÉVU POUR HAALAND ?

Touché et forfait lors de la courte victoire de Manchester City, ce samedi, sur la pelouse de Leicester (1-0), Erling Haaland (22 ans) pourrait malheureusement être absent plus longuement. C'est en tout cas ce que Pep Guardiola a laissé penser concernant son attaquant norvégien. Présent en conférence de presse, à l'issue de la rencontre, le technicien espagnol a évoqué "des lésions ligamentaires" pour le Norvégien, dont l'absence pourrait s'étirer sur près de quinze jours, jusqu'au match de Coupe de la Ligue contre Chelsea (9 novembre). « J'espère qu'il pourra nous aider contre Fulham (samedi prochain à 16h). Sinon, il pourrait jouer contre Chelsea en Carabao Cup», a ainsi déclaré Pep Guardiola devant les journalistes. Manchester City aura encore un match à disputer à domicile face à Brentford (samedi 12 novembre) avant le Mondial au Qatar. Une chose est sûre, les Skyblues ont plus que jamais besoin du Cyborg, déjà auteur de 22 buts toutes compétitions confondues en seulement 16 matches !

ÉQUIPE DE FRANCE.

Paul Pogba déclare officiellement forfait pour la Coupe du monde 2022

L'ANNONCE était redoutée, elle a été officialisée ce lundi par son avocate et agente, Rafaela Pimenta : le milieu de l'équipe de France Paul Pogba (91 sélections, 11 buts) est contraint de déclarer forfait pour la Coupe du monde 2022 (20 novembre – 18 décembre). « Après des examens médicaux hier (dimanche) et aujourd'hui (lundi), il est extrêmement douloureux d'informer que Paul Pogba aura encore besoin de rééducation après son opération (d'un genou début septembre). Pour cette raison, Paul ne pourra pas rejoindre […] l'équipe de France au Qatar », a-t-elle précisé dans un communiqué transmis à l'AFP. Le champion du monde 2018 a perdu sa course contre la montre. Opéré d'un ménisque début septembre, il avait repris l'entraînement collectif avec la Juventus ces derniers jours, mais un nouveau pépin physique dimanche a retardé sa guérison, rendant impossible une sélection dans la liste annoncée le 9 novembre par le sélectionneur Didier Deschamps. Des examens, réalisés à Turin puis Pittsburgh (États-Unis), ont confirmé l'inéluctable tendance pour la compétition qui démarre le 20 novembre. « Si les vœux pieux pouvaient changer les choses, Paul aurait joué demain. Mais ce qui change les choses, c'est le travail, la résilience et la discipline, qui sont actuellement les seules choses présentes dans son esprit dans ces moments difficiles », poursuit Rafaela Pimenta dans son communiqué. « Paul va continuer à donner le meilleur de lui-même pour être de retour sur le terrain pour les fans et son équipe le plus tôt possible », a-t-elle ajouté. À 29 ans, Pogba n'a plus disputé le moindre match officiel depuis le mois d'avril. Son départ cet été de Manchester United pour la Juve lui a fait espérer un renouveau dans sa carrière, mais le milieu tricolore s'est blessé juste avant le début de saison. L'affaire extrasportive impliquant son aîné Mathias Pogba, mis en examen pour extorsion en bande organisée et participation à une association de malfaiteurs criminelle, tout comme quatre autres hommes, a également perturbé la rentrée du champion du monde. Pour les Bleus, c'est un énorme coup dur. Ce forfait s'ajoute à celui de N'Golo Kanté, son binôme du milieu de terrain en 2018. Une paire essentielle dans le système de Didier Deschamps, qui va devoir faire sans elle au Qatar dès le 22 novembre pour le premier match contre l'Australie.

PSG : Bolsonaro s'incline au Brésil, le soutien de Neymar n'a pas suffi

SI NEYMAR a affiché jusqu'au dernier moment son soutien à Jair Bolsonaro pour l'élection présidentielle au Brésil, ce dernier a perdu cette nuit.

Dimanche soir encore, Neymar affichait sur ses réseaux sociaux, en compagnie de son père, son soutien franc et massif au controversé président du Brésil Jair Bolsonaro. Malgré des prises de position douteuses sur plusieurs sujets de société, Bolsonaro a eu droit, pendant plusieurs semaines, aux messages de soutien de la star du PSG et du Brésil. Un soutien qui n'a pas suffi au regard du résultat de l'élection présidentielle. Lula, qui a déjà occupé le fauteuil de président, s'impose d'une très courte tête face à Bolsonaro. 50,83% contre 49,17%, tel est le résultat du deuxième tour qui a eu lieu ce dimanche 30 novembre. Lula retourne donc au pouvoir, reste à voir désormais si ses menaces contre Neymar, annoncées durant la campagne, voit déboucher sur quelque chose de concret... « Neymar a le droit de choisir qui il veut comme président. Je pense qu'il a peur que si je remporte l'élection, je saurai ce que Bolsonaro lui a pardonné (au sujet) de sa dette (en matière) d'impôt sur le revenu. Je pense que c'est pour cela qu'il a peur de moi », avait lâché le désormais nouveau président brésilien...

COUPE DE LA CAF (1/16E DE FINALE « ALLER », AUJOURD'HUI (18H00) AU CAP (AFRIQUE DU SUD)

Le Cap (AfSud) –USM Alger : Les « Usmistes » ne jurent que par la qualification

Le match qu'il ne faut pas perdre. Réaliser une bonne opération (au moins un nul pour préserver les chances de qualification) et mettre un pied en « poules » avant de finir le boulot au retour. C'est ce qu'ambitionne la bande à Charef qui est arrivée à bon port au bout d'un long et harassant périple entamé dimanche, bien avant l'aube, à partir de l'aéroport Houari Boumediène

PAR AZOUAOU AGHILES

Déterminés et conscients de la mission qui les attend. Un match compliqué devant des hôtes sud –africains qu'ils savent coriaces et pratiquant du beau football. De l'ambition et de la prudence pour le onze de Soustara qui sait que la partie ne sera pas facile. Loin d'être jouée à l'avance, l'adversaire ayant des arguments et le désir pour assurer également la qualification dès cette manche, qui plus est sur ses terres. Arrivés ur place en toute fin de journée après 12 heures de vol, les coéquipiers de Meziane ont pris leurs quartiers pour récupérer et reprendre des forces avant de se retrouver en groupe pour une dernière (la seule) séance d'entrainement sur les lieux de la rencontre, sur l'impeccable pelouse de la non moins très belle enceinte du Cape Town Stadium connue pour avoir abrité de nombreuses rencontres internationales de renommées (CAN et Mondial de football, Coupe du monde de rugby qui l'ont révélée au reste du monde) avec des commodités répondant aux normes de la haute compétition. C'est donc dans des conditions idoines et un temps clément (température maximale 23°, ressentie25°, Probabilité de pluie 44% et un taux d'humidité relatif de 71%) soit pratiquement le même qu'avant le départ d'Alger, que les « rouge et noir » défendront leur ticket malgré quelques soucis indépendants du staff technique, Charef devant composer avec nombre d'aléas comme la défection, pour divers motifs, de certains joueurs et pas des moindres à l'exemple du duo Bousseliou-Benzaza pour raisons techniques, en plus ne pas pouvoir compter sur son meneur de jeu et leader de l'attaque Zouari ainsi que de Othmani, deux éléments clefs de son échiquier qui traînent des pépins de santé.

Tutefois, et pour pallier au plus pressé, des joueurs (on citera Ait El Hadj et Belkacemi), encore en convalescence et non rétablis à 100%, ont été retenus pour cette confrontation durant laquelle le moindre détail comptera. En prévision de laquelle 18 joueurs sur les 23 figurant dans l'effectif concerné par cette manche « aller », devraient figurer sur la feuille de match. Dans quelles dispositions les « usmistes », qui ne jurent que par la qualification (elle se jouera sur deux manches et cette première du Cap, à priori équilibrée, pourrait néanmoins se révéler décisive et sceller le sort d'une des deux équipes qui partent à chances égales) relever ce challenge ? Difficile d'y répondre, du côté du banc on déplore le manque de temps pour préparer cette rencontre. « Une préparation marquée par l'absence de la majorité des cadres retenus par Bougherra en sélection A' (ndlr, Mahious, Belaid, Chita, Redouani, Meziane et Djahnit, soit du beau monde), leur retour, même tardif, devant nous permettre de rattraper ce qui peut l'être lors de l'entraînement d'avant-match afin de parfaire la cohésion du groupe et se prononcer sur la tactique à adopter en la circonstance. Ce qui risque d'être insuffisant pour un tel match mais nous comptons sur l'expérience africaine de nos éléments les plus en vue pour sortir la meilleure prestation possible et rester en vie pour la seconde manche (…) prendre, pourquoi pas, une option sur la qualification. » Réussir un bon résultat et aborder le deuxième round (mercredi prochain, 09 novembre au stade du 08 mai 45 de Sétif) sans pression, est le leitmotiv d'« unionistes » qu'on sent en confiance.

A.A

PRÉPARATION DE L'EQUIPE NATIONALE « A' » :

Le Niger pour avancer dans la préparation

A TABARKA, dans une bonne ambiance après le large succès contre le Mali (4-0), on travaille ferme chez les « A' » au niveau du Complexe des sports La Cigale avant d'affronter aujourd'hui (mercredi) sur les mêmes lieux et toujours en amical, le Niger. Sous les ordres de Bougherra, les joueurs n'ont pas lésiné sur les efforts pour préparer au mieux ce second match d'application qui ne manquera pas, comme le souhaite le staff technique, d'enseignements. Un groupe en progression qui accueille dans la bonne humeur leur camarde Bayazid, sociétaire de la surprise de ce début de saison en Ligue1 Mobilis, l'USM Khenchela, mais dans l'obligation de ménager Lhameri (JS Saoura) toujours en soins et pas encore prêt à entamer le travail de groupe. Boughera comme Benhammou (le coach des gardiens) ont fait monter les exigences de plusieurs crans avant cette opposition qui les attend face à une sélection nigérienne qui pourrait s'avérer un bon sparring-partner après celle du Mali où l'équipe a montré de bonnes choses. Avec une belle victoire bonne pour le moral à un moment crucial sur la route du CHAN, les Meziane, Mahious, Djahnit et autre Kendouci (les quatre buteurs de la rencontre) ayant montré la voie en corrigeant leurs vis-à-vis. Une balade en somme qui fait du bien et qui a fait dire au sélectionneur toute sa « satisfaction de l'attitude » de ses poulains à l'occasion. « Je suis content du résultat, de l'attitude et de la prestation des joueurs sur le terrain. Ils se sont améliorés par rapport au dernier match amical face au Soudan. Les joueurs ont bien compris ce que je voulais faire, en mettant beaucoup d'intensité. Nous continuons à travailler et à progresser sur ces aspects.", indiquait-il à la chaîne officielle YouTube de la Fédération algérienne (FAF). Non sans reconnaître qu'« Il y a des choses à améliorer mais il y a beaucoup de points positifs sur ce match. L'objectif est d'engranger plus d'automatismes et d'expérience, pour être prêts le jour J inchallah ». Beaucoup de satisfactions et dans tous les compartiments du jeu, Bougherra félicitant les défenseurs pour le travail réalisé. A signaler qu'aujourd'hui, c'est un tout autre onze qui sera aligné avec la libération des joueurs de l'USM Alger appelés à disputer cette semaine (aujourd'hui et mercredi prochain, voir papier plus haut) la double confrontation devant les opposer aux Sud-africains de Cap Town en Coupe de la Confédération. Pour rappel, un stage aux Emirats arabes unis avec, au menu, deux tests amicaux face à la Syrie et au Koweït, et éventuellement un troisième match contre une sélection africaine A, attend, en ce mois de novembre, Abdellaoui and Co avant de penser au CHAN 2023 où ils devront composer, dans le groupe « A » domicilié au nouveau stade de Baraki, avec respectivement la Libye, de l'Ethiopie, et du Mozambique. De bon augure.

A.Azouaou

CAN U23 AU MAROC : ÉLIMINATOIRES :

Algérie 3 – RD Congo 1 : Les « Verts » disent adieu à la CAN et aux J.O

PAR RABAH. AZIZI.

APRÈS AVOIR été battue (4-1) au match aller face à la République Démocratique du Congo, l'équipe nationale des moins de 23 ans quitte prématurément la compétition et n'ira pas à la CAN qui aura lieu au Maroc en 2023, malgré une victoire au match retour insuffisante pour continuer l'aventure.

Les « Fennecs » l'ont emporté, dimanche dernier, le RD Congo (3-1). Une belle victoire mais pas suffisante pour rattraper le retard du premier round et inverser la tendance. En s'inclinant (4-5) sur le cumul des deux confrontations, l'Algérie ne disputera pas la Coupe d'Afrique U23. Durant la rencontre, le capitaine, Bouras Akram et ses coéquipiers ont fait preuve de détermination et ont fourni les efforts nécessaires pour décrocher un beau comeback. Malheureusement, et le verdict final, la physionomie de la partie ne reflète en aucun cas la prestation de nos U23. Après avoir débuté le match avec envie, conclue par une ouverture du score venue très tôt, à la 10ème minute, de la part du numéro 10 des « Verts », Mohamed Islem Belkhir, les poulains de Nourredine Ould Ali n'ont pas cessé de pousser, ce qui leur permet d'inscrire, juste avant la fin de la première période (45ème+3'), le deuxième but sur un pénalty transformé avec brio par Chemseddine Bekkouche. En deuxième mi-temps, les « Fennecs » n'ont pas trouvé de solutions face à une formation congolaise bien regroupée en défense. Malgré une troisième réalisation signée, encore une fois, de loin le meilleur joueur du match, Mohamed Islem Belkhir (63ème'), qui ne servira finalement à rien puisque, auparavant, tout était remis en cause avec le seul but congolais survenu juste à la fin du 1er quart d'heure de la 2e mi-temps signé OWEME, n'anéantisse toutes leurs chances et espoirs de qualification. Une petite déconcentration qui coûtera finalement très cher, disant « bye bye » à un double rêve, celui de la CAN du Maroc qui devait leur ouvrir les portes des Jeux Olympiques de Paris en 2024. Nouvelle contre-performance pour le football algérien et la même question. A qui la faute ?

R.A

UN FEUILLETON SANS FIN :

Aouar et Aït Nouri devraient (?) être des « Fennecs » dès novembre ! . .

GROSSE ANNONCE de France 24 qui a annoncé ces dernières heures que Houssem Aouar et Rayan Aït-Nouri allaient devenir des joueurs de la sélection algérienne sous peu ! Pendant que les grosses nations du monde entier attireront les regards avec la Coupe du monde qui va ouvrir ses portes au Qatar, l'Algérie risque néanmoins de se retrouver, elle aussi, au centre de l'actualité !

En cause, les petits nouveaux qui devraient garnir la sélection algérienne durant des matchs amicaux qui s'annoncent en novembre. Selon France 24, Rayan Aït Nouri et Houssem Aouar devraient bel et bien faire leurs débuts avec l'Algérie durant l'automne. La chaîne assurait que les deux hommes ont obtenu leur nationalité sportive algérienne, et pourront donc être convoqués par Djamel Belmadi ! … mais déjà un rebondissement pour l'arrivée d'Aouar Houssem Aouar, le milieu de l'OL, s'est retrouvé ce dimanche au centre de rumeurs sur une intégration imminente au sein de la sélection algérienne. Un démenti a vite fusé.

C'est une rumeur qui a créé de sacrés remous ce dimanche soir autour des supporters de l'Algérie mais pas seulement. France 24 a affirmé que Rayan Aït Nouri et Houssem Aouar avaient obtenu le changement de leur nationalité sportive, pouvant désormais être convoqués avec l'Algérie qui devrait faire appel à eux dès le mois de novembre et les matchs amicaux durant la Coupe du monde. Seulement, concernant Aouar tout du moins, les réactions n'ont pas tardé à fuser. Si son coach à l'OL Laurent Blanc, interrogé sur le sujet par Prime Vidéo, n'avait pas de réponse à donner, semblant totalement dépassé par ce sujet, le journaliste de Foot Mercato Santi Aouna assurait de son côté, dimanche soir que Houssem Aouar n'aurait effectué aucune démarche pour représenter la sélection d'Algérie. Le feuilleton est donc parti pour durer encore un petit moment.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:26	12:14	15:08	17:35	18:55
CONSTANTINE	05:32	12:20	15:15	17:41	19:01
ALGER	05:44	12:32	15:27	17:53	19:13
OUARGLA	05:38	12:27	15:24	17:50	19:09
CHLEF	05:52	12:39	15:36	18:01	19:20
MOSTAGANEM	05:56	12:44	15:41	18:07	19:26
ORAN	05:59	12:47	15:45	18:11	19:29

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7431 — MERCREDI 2 NOVEMBRE 2022
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	28°	17°
Oran	25°	16°
Constantine	27°	10°
Ouargla	27°	11°

AGRICULTURE

Sonatrach signe un mémorandum d'entente avec l'AAAID

Le groupe Sonatrach a signé, avant-hier à Alger, un mémorandum d'entente avec l'Autorité arabe pour l'investissement et le développement agricole (AAAID), portant sur le renforcement de la coopération entre les deux parties dans le domaine de l'agriculture. Le document a été paraphé par le PDG de Sonatrach, Toufik Hakkar, et le président de l'AAAID, Mohamed Benabid El Mazroui.



Le mémorandum d'entente porte sur plusieurs domaines de coopération, notamment l'étude d'opportunités d'investissements conjoints dans les secteurs de l'agriculture et des productions végétales et animales en Algérie. Outre l'échange d'expertises et d'expériences pionnières, le document porte sur la mise en place de projets intégrés, de l'amont à l'aval, dans le domaine agricole. La filiale «Agro-alimentaire activité (3A)» de Sonatrach sera chargée de la mise en œuvre de cet accord.

Dans son intervention à cette occasion, le PDG de Sonatrach a mis en exergue l'importance du mémorandum signé avec l'AAAID, un organisme financier arabe indépendant qui contribue au capital de 53 grandes entreprises agricoles dans 12 pays arabes. Le Groupe Sonatrach entend à travers cet accord développer l'expérience de sa filiale «3A» qui a réalisé des investissements dans la région de Gassi Touil (Hassi Messaoud) dans la wilaya de Ouargla sur une superficie de 1000 hectares, a précisé M. Hakkar.

Relevant la nécessité de s'orienter vers l'investissement agricole dans ce contexte en particulier, compte tenu de l'importance de ce domaine dans la garantie de la sécurité alimentaire du pays, il a affirmé que Sonatrach dispose des moyens financiers, des capacités techniques et de l'expérience dans la gestion, qui lui permettent de devenir un acteur pionnier dans ce genre de projets.

Il a également relevé le rôle de ces projets agricoles qui seront implantés dans les wilayas du Sud algérien, dans la création de postes d'emploi au profit des jeunes.

De son côté, le président de l'AAAID a affirmé que le mémorandum d'entente signé avec le groupe Sonatrach allait concourir à la réalisation de l'intégration au mieux des intérêts des deux parties.

Ce mémorandum constitue «une phase importante» dans le processus de coopération avec l'Algérie, notamment après la promulgation de la nouvelle loi relative à l'investissement, qualifiée d'»encourageante pour les investisseurs», a-t-il souligné.

Et d'ajouter que l'Autorité contribuera à la concrétisation de plusieurs projets d'investissement en Algérie dans le cadre de l'Initiative arabe de sécurité alimentaire, mettant en exergue les multiples atouts naturels et matériaux que recèle le pays, susceptibles de hisser la production agricole. M. Mohamed Benabid El Mazroui a présenté, par ailleurs, un exposé sur l'AAAID.

Créé en 1976, cet organisme a pour objectif la contribution à la réalisation de la sécurité alimentaire et la promotion de l'investissement dans le secteur agricole sur des bases «purement commerciales».

L'AAAID mène sur le terrain des projets d'investissement pour la production de céréales, de sucre, d'huiles, de lait et de viandes, avant de procéder à la répartition des bénéfices annuels sur les Etats membres, dont l'Algérie est un membre fondateur.

Le responsable a précisé, enfin, que l'Autorité avait restitué 70% des fonds déposés par les pays arabes, y compris par l'Algérie.

M. B.

MÉDÉA

L'utilisation du lait en sachet dans les cafés interdite

L'UTILISATION du lait pasteurisé en sachet dans les cafés, restaurants, pâtisseries, crèmeries et hôtels est interdite, a indiqué un communiqué de la direction du commerce et de la promotion des exportations de la wilaya de Médéa, étant donné que le «prix du lait pasteurisé est soutenu, destiné exclusivement à la consommation des familles».

L'interdiction de l'utilisation du lait pasteurisé commercialisé en sachet d'un litre est rappelé aux propriétaires des établissements concernés en application des dispositions du décret exécutif n°362-17 du 25/12/ 2017 modifiant le décret n° 50-01 du 12/02/2001, fixant les prix à la production et aux différents stades de la distribution du lait pasteurisé conditionné en sachet. La même administration avertit que des sanctions seront prises à l'encontre des contrevenants aux dispositions du décret cité plus haut qui, en outre, s'exposent à l'application des mesures prévues en matière de lutte contre la spéculation illicite sur les produits alimentaires de large consommation.

Dans le sillage de l'interdiction de l'utilisation du lait pasteurisé emballé en sachet, il sera procédé à des contrôles dans les établissements concernés à l'effet de mener des opérations de vérification de la provenance de leur approvisionnement de cette matière (lait de vache, poudre de lait) par la présentation des factures ou des bons de livraison justifiant l'acquisition. Si l'interdiction a été bien accueillie, il n'en demeure pas moins que certains avis trouvent que celle-ci risque de ne pas être d'une grande efficacité puisque des commerçants sans scrupules ne rechignent à détourner le lait en sachet pour d'autres usages, comme par exemple l'ajout du lait pasteurisé en sachet au lait de vache pour la préparation du petit lait ou l'ben. Pour d'autres avis, l'avis d'interdiction aurait dû englober les distributeurs de lait qui s'arrangent à chaque fois à ne déposer les contenus de leurs cargaisons qu'après les horaires de travail et souvent à des heures tradives de la soirée afin de l'écouler à des prix supérieurs aux prix fixés.

De Médéa, Nabil B.

COMMERCE INFORMEL À BÉJAÏA

107 interventions effectuées

LA POLICE d'urbanisme et de protection de l'environnement (PUPE) a effectué 107 interventions dans le cadre de la lutte contre le commerce informel.

«De grandes quantités de produits alimentaires dont des fruits, légumes, viandes, … ont été saisis», a indiqué la cellule de communication de la sûreté de wilaya dans un communiqué de presse transmis, récemment, à notre rédaction. La PUPE a également mené 09 interventions le mois dernier dans le cadre de lutte contre les constructions illicites à l'issue desquelles 07 affaires ont été transmises à la justice.

En outre, «06 affaires liées au jet et dépôt anarchiques de déchets ménagers, de déblais et de gravas dans des lieux interdits à cet effet ont été traitées durant la même période», selon la même source.

Laquelle a, également, traité 04 affaires d'obstruction à la voie publique, au cours desquels il a été relevé des infractions d'abandon et de dépôt d'objets et de matériaux sans autorisation et sans nécessité dans des aires non autorisées à ce propos. Par ailleurs, deux (02) affaires liées à la commercialisation de viandes dont les bêtes ont été abattues dans des lieux non-autorisés et en dehors des abattoirs non agrées ont été recensées au cours des interventions effectuées par les éléments de la PUPE. Ces actions ont abouti à la saisie de 722kg de viandes blanches impropres à la consommation. Des dossiers liés à ces infractions ont été transmises à la justice alors que la viande a été remise à qui de droit pour destruction.

N. B.

Ooredoo célèbre avec le peuple Algérien le 68e anniversaire du déclenchement de la Révolution

A LA VEILLE de la commémoration du 68ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse révolution de libération nationale, qui coïncide avec le 1er novembre, Ooredoo adresse ses chaleureuses félicitations et ses meilleurs vœux de progrès et prospérité au peuple algérien. Cette date charnière de l'histoire de l'Algérie et de toute la nation arabe symbolise l'héroïsme et le sacrifice consenti par les Algériens durant la guerre de libération nationale, pour le recouvrement de sa souveraineté et son indépendance.

Dans son message de félicitations au peuple algérien, le Directeur général de Ooredoo, M. Bassam Yousef Al Ibrahim, a déclaré : «En cette date phare de l'histoire de l'Algérie, je tiens à présenter en mon nom et au nom de tous les employés de Ooredoo, nos plus chaleureuses félicitations et nos meilleurs vœux au peuple algérien à l'occasion du 68ème anniversaire du déclenchement de de la Glorieuse Révolution du 1er Novembre 1954. Cette révolution a inspiré le monde entier à travers les sacrifices et le combat d'un peuple uni pour recouvrer sa souveraineté, sa liberté et sa dignité. Je saisis cette occasion historique pour m'incliner à la mémoire des martyrs de l'Algérie, et qu'Allah protège l'Algérie et ses enfants».

A l'occasion de la commémoration du 68ème anniversaire du déclenchement de la Révolution de Libération, Ooredoo a lancé un spot de communication diffusé sur les chaînes de télévision nationales sous le titre «Je suis l'Algérie», à travers lequel, elle met en lumière la fierté des jeunes envers leur pays et leur appartenance à cette terre bénie par le sang des chouhadas.